



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) et PROPACOM Extension Ouest

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 7 au 23 décembre 2015

Date du document: 11 février 2016

No. du Projet: 1100001589/90

No. du rapport: 3965-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution des projets	2
C. Produits et effets	5
D. Etat d'avancement de l'exécution du projet	18
E. Aspects fiduciaires	19
F. Durabilité	25
G. Autres aspects	26
H. Conclusion	28

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	31
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au 30 avril 2015)	37
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	41
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris indicateurs SYGRI)	51
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	57
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 15/05/2015	61
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	63

Sigles et acronymes

ADDR	Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANO	Avis de Non Objection
ANOPACI	Association Nationale des Organisations Agricoles de Côte d'Ivoire
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
BVP	Bureau de Vente des Produits Agricoles
CCR	Cadre de Concertation Régional
CIDR	Centre International de Développement Rural
CNRA	Centre National de Recherche Agricole
CODERIZ	Coopérative Départementale des Riziculteurs
CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation
COJO	Commission d'Ouverture et de Jugement des Offres
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COSOP	Country Strategic Opportunities Paper
CRC	Cadre Régional de Concertation
CRSP	Comité Régional de Sélection des Projets
CVA	Comité Villageois d'Alphabétisation
CVC	Comité Villageois de Commercialisation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DANO	Demande d'Avis de Non Objection
DEP	Direction de l'Evaluation et des Projets
DDP	Direction de la Dette Publique
DGPPS	Direction Générale de la Planification, de la Programmation, du Contrôle des Projets et des Statistiques
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DMP	Direction des Marchés Publics
DPPF	Direction de la Programmation, de la Planification et du Financement
DRA/DDA	Direction Régionale/Départementale de l'Agriculture
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECD	Etat Certifié de Dépenses
ESOP	Entreprise de Services aux Organisations Paysannes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MPMB	Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget
MPMEF	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances

ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACIL	Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales
PDRZ	Projet de Développement Rural du Zanzan
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPMS	Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes
PRAREP	Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté
PROPACOM	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PSR	Project Status Report
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RMP	Revue à Mi-Parcours
RONGEAD	Réseau Non-Gouvernemental Européen sur l'Agroalimentaire, le Commerce, l'Environnement et le Développement
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SIM	Systèmes d'Informations sur les Marchés
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UCP	Unité de Coordination du Projet
UMTTS	Unités Mobiles de Triage et de Traitement de Semences
USD	Dollar des États Unis
WAAPP	West Africa Agricultural Productivity Program

A. Introduction¹

1. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné en Côte d'Ivoire du 7 au 23 décembre 2015 dans le cadre d'une supervision du Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) y compris le projet PROPACOM Extension Ouest menée conjointement avec le Ministère de l'Agriculture (MINAGRI) et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances (MPMEF). Cette mission avait pour objectifs principaux, en ce qui concerne les deux projets (le PROPACOM et le PROPACOM Extension Ouest):

- i) d'évaluer la performance globale des projets et leur impact depuis leurs démarrages respectifs;
- ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable;
- iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans les PTBA de 2015 par composante, aussi bien au niveau physique que financier;
- iv) d'apprécier et de faire des recommandations sur les PTBA 2016;
- v) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision de mai 2015;
- vi) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services;
- vii) d'analyser, avec l'équipe de projet et les partenaires impliqués et/ou qui seront impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées;
- viii) d'analyser et examiner l'état d'avancement de la préparation du manuel des opérations;
- ix) de réactualiser la fiche de l'état d'avancement des projets «Project Statuts Report – PSR».

2. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de supervision du PROPACOM et du PROPACOM Extension Ouest a passé en revue l'état d'exécution globale des deux projets au regard des indicateurs préfixés ainsi que des activités prévues dans les PTBA 2015.

3. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination de Projet (UCP) tout au long de son séjour à Abidjan et Bouaké. Au niveau institutionnel, la mission a eu des échanges au Ministère de l'Agriculture avec le Directeur Général de la Planification, de la Programmation, du Contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS).

4. A Abidjan, en plus de la séance de briefing avec le Ministère de l'Agriculture (DGPPS-DPPF-DEP), la mission s'est entretenue avec le WAAPP et le CNRA.

5. Les visites de terrain ont couvert les zones de Korhogo, Ferkessédougou et Katiola, tel que détaillé ci-après:

- **A Korhogo et à Ferkessédougou**, les activités de la mission ont porté sur: i) la visite du magasin de stockage suivie d'échanges avec la CODERIZ de Natiokobadara (Korhogo) ainsi que la visite de courtoisie à la DRA de Korhogo; ii) la visite du site maraîcher sous goutte-à-goutte suivie d'échanges avec le Comité de Gestion des Aménagements (CGA) de Kafalovogo (Ferkessédougou); iii) la visite du site maraîcher ex-PPMS de Kafiokaha 2 sous irrigation par arrosage à partir de pompage sur puits (Korhogo); iv) la visite de terrain du site rizicole de Torghokaha dont le réseau d'irrigation est en cours de finition. A Korhogo, la mission a pu également: i) s'entretenir avec la DREF (Direction Régionale des Eaux et Forêts) pour se renseigner sur les principaux enjeux environnementaux, les tendances climatiques et les projets environnementaux en cours et ii) avoir une séance de travail avec le Bureau de Formation et de Conseil en Développement (BFCD).

A **Katiola**, la mission a visité les aménagements hydroagricoles de Timbé en compagnie du Directeur Régional de l'Agriculture du Hambol.

¹ La mission était composée de: (i) M. Abdoul Wahab BARRY, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Cheikh Tidiane SARR, Chef de mission technique et Spécialiste en Production et Génie Rural, (iii) Mme Haoua SIENTA, Chargée des Finances du FIDA, (iv) M. Ludovic CONDITAMNDE, Spécialiste en Production Agricole, Chargé d'Appui Programme du FIDA au Burkina Faso, (v) Mme Odile SARASSORO, Point Focal du FIDA en Côte d'Ivoire et Spécialiste des Aspects Institutionnels, (vi) Mme Marina MOROLI, Experte en Environnement, consultante du FIDA et (vii) M. Samba Diom BA, Expert en Gestion Administrative et Financière, consultant du FIDA. Le Gouvernement ivoirien était représenté par: (a) M. Bi Djo IRIE, Conseiller Technique auprès du DEP du MINAGRI, (b) Mme Chantal DONGO, Chef de Service à la DEP au MINAGRI et (c) M. Grégoire ZOPOH, Chef de Service à la Direction de la Dette Publique (DDP) au sein de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) au MPMEF.

- A **Bouaké**, la mission a rendu une visite de courtoisie au Préfet de la région du Gbêkê et à la Direction Régionale de l'Agriculture en marge des réunions avec l'UCP. De plus, la mission a visité le site maraîcher sous goutte-à-goutte en cours de réalisation à Niambroun et y a eu des échanges avec les membres de l'OPA.

6. L'entretien avec la DREF² de Korhogo, les séances de travail avec l'UCP et les rencontres avec les OPA maraîchères de la région des Savanes, ont permis de mieux évaluer les principales difficultés climatiques et environnementales rencontrées par les agriculteurs dans les zones des projets et d'entamer une réflexion collective sur les stratégies, les solutions et les besoins pour y faire face.

7. Durant son séjour, la mission a eu plusieurs séances de travail avec l'UCP portant sur: i) l'état d'avancement des PTBA révisés 2015 du PROPACOM et du PROPACOM Extension Ouest; ii) la qualité de la gestion administrative et comptable des projets du FIDA; iii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de mai 2015; iv) les difficultés et les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des deux projets et v) les PTBA et les PPM 2016 des deux projets.

8. A la fin de la mission, une réunion de restitution de l'Aide-mémoire incluant les principales conclusions a été organisée le 22 décembre 2015 sous la présidence du Directeur Général de la DGPPS. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du MINAGRI (Tutelle technique des projets), du MPMB et du MPMEF (Représentant du Bénéficiaire), ainsi que ceux de l'UCP.

9. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe de projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution des projets

10. L'accord de financement du PROPACOM a été signé le 16/03/2012 suivi par une cérémonie officielle de lancement le 15/12/2012 à Bouaké. Le projet comporte trois composantes dont, d'une part, deux composantes techniques, à savoir: i) Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles et ii) Valorisation et mise en marché et, d'autre part, un dispositif de Coordination-Gestion et Suivi-Evaluation. Dans la zone d'intervention, il cible 25 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué, riz inondé, maïs et cultures maraîchères.

11. La stratégie de mise en œuvre des deux projets est basée sur les demandes formulées par les OPA qui sont traduites ensuite en microprojets. Ainsi, au titre de l'appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles, la plupart des activités prévues dans le PTBA 2015 du PROPACOM concernait l'exécution des microprojets de production directe de maïs et de riz, la réalisation d'études techniques et l'exécution effective des travaux de réhabilitation ou d'aménagements hydro-agricoles destinés à la production rizicole ou maraîchère. Pour le PROPACOM Extension Ouest, il s'agissait principalement de réhabilitation des locaux et de recrutement du personnel.

12. Le PROPACOM en est à sa quatrième année de mise en œuvre (en partant de la date de signature) et le taux de réalisation physique global depuis le début de l'exécution du projet est de 34,83% avec des taux par composantes de 12,22% pour la composante «amélioration de l'offre de produits agricoles», 4,71% pour la composante «valorisation et mise en marché», et 17,91% pour la «coordination et gestion».

13. Il ressort de l'analyse des réalisations financières cumulées du PROPACOM que le taux d'exécution financière global au 31/10/2015 est de 34,69%, taux que la mission trouve trop bas pour un projet qui en est à sa 4ème année de mise en œuvre. Ce taux d'exécution financière cache cependant des disparités importantes entre les composantes. En effet, la composante «amélioration de l'offre de produits agricoles» affiche un taux de 51,12%; celle de la composante «valorisation et mise en marché» 10,82% et la composante «coordination et gestion» présente un taux de 64,23%.

14. Pour le PTBA révisé 2015 du PROPACOM, les taux d'exécution physique et financière sont respectivement de 52,40% et 76,73%.

15. Pour le PROPACOM Extension Ouest, aucune activité importante du PTBA 2015 n'a pu être réalisée car la première partie du premier décaissement n'a eu lieu qu'en novembre 2015.

² Colonel Gueli TIADE, Adjoint à la Direction de la DREF

Composante Appui à l'amélioration de l'offre de produits

16. Globalement, le processus de passation des marchés, malgré quelques efforts notés en matière de planification anticipée, continue de retarder l'exécution des activités à travers des lourdeurs et entraves (numérotation et approbation) qui n'ont pas permis de respecter les délais réglementaires. C'est pour éviter de telles déconvenues que la mission réitère ses précédentes recommandations de tenir la DRMP régulièrement informée de tout ce qui a trait à la passation des marchés (Plan de passation des marchés-PPM, lettre d'ordre de démarrage des travaux, lettres de mise en demeure des fournisseurs et entrepreneurs défaillants, rapports de supervision, etc.) et de continuer à tenir des réunions mensuelles entre la Préfecture, la DRMP et l'UCP.

17. En outre, le retard dans le recrutement du personnel additionnel du Programme PROPACOM (11 cadres non compris le personnel des antennes de Man et Séguéla non encore fonctionnelles nécessitant 10 cadres) continue de perturber fortement l'élaboration des dossiers relatifs aux marchés. La précédente mission avait convenu avec la DGPPS et l'UCP de finaliser le plus tôt possible le processus de recrutement afin que le personnel additionnel soit en place avant le lancement du PROPACOM Extension Ouest qui a eu lieu le 2 octobre 2015. Une troisième phase de recrutement sera lancée. Le cabinet devant faire la sélection des dossiers déjà reçus (poste de Coordonnateur) vient juste d'être recruté. Pour les autres candidats, la procédure de demande de manifestation d'intérêt sera lancée avant fin décembre 2015. La mission recommande que le processus de recrutement soit diligenté en raccourcissant les délais impartis à chacune des phases.

18. Par ailleurs, pour les marchés approuvés et en cours d'exécution relatifs aux travaux, aux fournitures et aux études techniques, on note encore des défaillances au niveau des prestataires en termes de mobilisation du personnel promis dans les soumissions, des insuffisances des équipements et/ou de fréquence des pannes, etc.

19. Pour toutes ces raisons, dans l'ensemble, les études techniques préalables et les chantiers d'aménagements ou de réhabilitation des sites accusent un retard inquiétant. Cette situation, combinée au retard de la saison des pluies, a compromis l'atteinte des objectifs de 2015 de production de riz sur 848 ha car la superficie emblavée n'a été que de 284,5 ha.

20. La mission réitère ses précédentes recommandations à savoir qu'en attendant le recrutement effectif des cadres additionnels, l'UCP commence effectivement à faire appel à des consultants de courte durée pour aider, entre autres, dans la préparation des dossiers d'appels d'offres et l'analyse des offres, la supervision des chantiers etc. Cela permettra aux cadres de l'UCP en charge de la production agricole, des aménagements et des infrastructures de faire plus de missions de terrain pour un contrôle très serré des activités des entreprises adjudicataires et des ingénieurs conseils qui supervisent les travaux.

21. Pour la **production rizicole**, la surface emblavée est de 284,5 ha (contre 848 ha prévus) mis en place à partir de juillet 2015 par 323 exploitants dont 112 femmes. La production de paddy attendue est estimée à 1 422,5 tonnes (contre 4 440 tonnes prévues) pour un rendement moyen de 5 t/ha.

22. En ce qui concerne la **production de maïs**, une superficie de 445,87 ha a été emblavée contre 570 ha prévus par 967 exploitants dont 521 femmes provenant de 28 OPA. Les intrants y afférents ont été livrés aux OPA et les exploitants concernés reçoivent l'appui-conseil nécessaire. La production de maïs attendue est estimée à 890 tonnes pour un rendement moyen de 2 t/ha.

23. Concernant la **production maraîchère**, les travaux d'aménagement de 15,6 ha sous système d'irrigation goutte-à-goutte, démarrés en mai 2015 pour 4 mois, accusent un important retard. L'achèvement prévu initialement pour fin octobre 2015 en vue de la contre-saison 2016 sera cependant légèrement décalé à fin janvier 2016. Les intrants nécessaires et les pulvérisateurs ont été déjà livrés aux 3 OPA concernés.

Composante Valorisation et mise en marché des produits

24. Avec le recrutement du Spécialiste en Finances Rurales (SFR), l'UCP va promouvoir les résultats de l'étude sur les besoins en services financiers des OPA et des exploitants en services financiers. La mission recommande que le SFR qui a pris fonction début décembre 2015 à l'UCP de Bouaké élabore une feuille de route décrivant la manière dont seront opérationnalisés les résultats de l'étude réalisée par le DID et portant sur l'accès des OPA au financement de leurs activités. Cette feuille de route portera en priorité sur quelques recommandations de l'étude suscitées notamment comment amener les IF partenaires à proposer des produits de crédit qui répondent aux besoins des OPA tout en respectant les pratiques et principes en

matière d'octroi de crédit. Face aux risques élevés liés aux crédits agricoles et pour rassurer les IF, un certain nombre de dispositions devront être prises avant toute transaction et c'est pour mettre au point le type de convention devant régir ce partenariat PROPACOM-IF-OPA que les TDR pour le recrutement d'un consultant sont en cours de rédaction afin d'aboutir d'ici fin avril 2016 à l'élaboration d'un projet de convention avec les IF partenaires.

25. **Dans le domaine de la transformation des produits vivriers**, le processus d'acquisition des équipements a été initié en 2014. Pour les appels d'offres qui ont abouti, la livraison des équipements et des matériels a été effectuée en juin 2015 avec cinq moulins, une décortiqueuse et 390 palettes. La contribution des OPA bénéficiaires a été la construction d'abris pour ces équipements. Les palettes livrées ont été jugées non conformes. Elles sont en cours de renforcement, ce qui accuse également du retard de la part du fournisseur.

26. Pour 2015, les DAO pour satisfaire les demandes consolidées d'équipements (24 égreneuses de maïs, 58 bascules, une décortiqueuse, deux moulins, 1 232 palettes, 57 sondes de prélèvements, 36 humidimètres, etc.) ont été lancés en novembre 2015.

27. En l'absence des Chargés de Transformation-Commercialisation (CTC) en cours de recrutement, il est recommandé de recourir à des consultants à court terme pour accélérer la gestion de ces dossiers.

28. Les travaux d'installation de la mini-rizerie de Bondoukou, démarrés début mai 2015, sont quasiment achevés. Le retard est dû à la défaillance constatée sur les équipements de la chaîne d'usinage livrée depuis 2009 et à l'absence de certains éléments indispensables. Une acquisition d'équipements complémentaire et de remplacement a été effectuée. Donc cette mini-rizerie sera fonctionnelle d'ici la fin du premier trimestre 2016.

29. Pour Katiola, Ferké et Korhogo, un appui complémentaire conclu avec le prestataire se poursuit. Cet appui vise à consolider les 3 ESOP déjà créées pour une durée additionnelle de douze mois s'achevant en avril 2016 et il faudra à ce moment-là en faire l'évaluation.

30. La mise en place d'un fonds de roulement demeure la priorité de cet appui. Une rencontre entre la mission et les directions de l'ONDR, la Direction du Budget et la DGPPS avait permis, lors de la précédente mission, d'obtenir qu'un arrêté d'intégration soit mis dans le circuit d'approbation et que l'ONDR s'engage à mettre la somme de 75 millions de francs CFA à la disposition des 3 mini-rizeries dès la signature dudit arrêté. Il est fortement recommandé que le Ministère de l'Agriculture intercède auprès de l'ONDR pour une mise à disposition effective non seulement des 30 millions qui semblent constituer la première tranche envisagée actuellement mais également de la totalité des ressources attendues depuis fort longtemps par les OPA.

31. **Dans le domaine des infrastructures marchandes**, la construction de deux bâtiments de mini-rizeries (Tabako et Béoumi), six magasins et un centre de groupage pour produits maraîchers sont en cours. Le démarrage des travaux a été retardé par l'UCP pour permettre aux OPA de produire les documents de sécurité foncière qui ont été finalement fournis en août 2015. La livraison de ces bâtiments est prévue au cours du premier trimestre 2016 pour Sakassou et Korhogo. Par contre pour Tabako et Béoumi, l'UCP pourrait être amenée à prendre des mesures coercitives à l'encontre des entrepreneurs.

32. **En ce qui concerne l'appui à la commercialisation**, pour 2015, les actions prévues visaient à favoriser les ventes groupées et à promouvoir des relations commerciales entre les acteurs de la filière maïs. A cet effet, il était prévu la mise en place de plateformes regroupant les principaux acteurs de la chaîne de valeur des filières visées (riz, maïs, cultures maraîchères). Ces plateformes devraient faciliter le dialogue et les échanges commerciaux entre tous les acteurs concernés.

33. **Au titre de la coordination-gestion et du suivi-évaluation**, le recrutement du personnel complémentaire a pris du retard. Cette situation continue de fortement handicaper l'UCP et les antennes sur la période décembre 2014 à novembre 2015. Cependant depuis novembre 2015, un personnel additionnel suivant est en place: SFR, COPA de Séguéla et Man, chargés administratifs et financiers etc.

34. Les démarches (notamment une lettre adressée au Ministère des Finances) pour la création de la régie (Bouaké) et la nomination d'un Agent comptable pour le PROPACOM Extension Ouest (Séguéla et Man) sont toujours en cours. Un projet d'arrêté est en cours de signature pour la création de l'agence comptable et la nomination d'un Agent comptable pour le PROPACOM Extension Ouest. Suite à la signature de cet arrêté, les trois régies de Bouaké, Man et Séguéla seront créées sur la base du budget 2016.

35. Dans l'optique de mettre en harmonie l'exécution du PROPACOM et du PROPACOM Extension Ouest sous forme de Programme, les manuels de base ont été actualisés. Ce sont le Manuel de procédures administratives, comptables et financières; le Manuel des procédures de financement des microprojets, le Manuel des procédures du système de suivi-évaluation et le Manuel d'exécution (ou des opérations). Ces manuels ont été validés en août 2015 avec la participation du MINAGRI.

Recommandations

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Continuer à tenir des réunions mensuelles entre l'UCP, la DRMP et la Préfecture en vue d'accélérer les procédures de passation des marchés	Coordo	Immédiat et continu
Transmettre à la DGPPS et au FIDA un rapport mensuel sur la situation des marchés dont le processus de finalisation est encore en souffrance afin que le Ministre de l'Agriculture en saisisse son collègue en charge du Budget	Coordo	Mensuel
Finaliser le plus tôt possible le processus de recrutement du personnel additionnel	DGPPS/ Coordo	Avant fin février 2016
Recruter chaque fois que de besoin des consultants pour appuyer l'UCP surtout en attendant l'arrivée du personnel en cours de recrutement	UCP	Immédiat et continu
Accélérer la mise en place de la régie à Man et Séguéla	Coordo	Fin juillet 2015
Faire le suivi de l'appui fourni aux 3 ESOP déjà créées, faire l'évaluation de cet appui à son achèvement en avril 2016	CSE	Mai 2016
Mettre en œuvre toutes les mesures recommandées pour un suivi régulier et continu des entrepreneurs en charge des aménagements hydroagricoles et appliquer les mesures coercitives nécessaires chaque fois que de besoin	Coordo/ RIR	Immédiat et continu

C. Produits et effets

36. **Ciblage des bénéficiaires.** A ce jour, 171 microprojets ont été approuvés à savoir 114 en 2013, 57 en 2014 et aucun en 2015.

Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles

37. **Production de semences de fermes de maïs.** En remplacement du reliquat de semenceaux d'igname qu'il n'a pu fournir pour solder la convention PRAREP-CNRA, le CNRA a livré au PROPACOM 3 tonnes de semences de base de maïs.

38. Concernant 2015, cette quantité a été livrée aux OPA bénéficiaires de microprojets pour la production de semences de ferme de maïs. En raison du retrait du PROPACOM de la production de semences et de l'absence de convention avec la structure habilitée (SOSP), l'UCP a encouragé les OPA à prendre en charge les frais liés au processus de certification. Les capacités des producteurs ont été renforcées en matière de procédures de production de semences certifiées. Cette production de semences permettra de satisfaire les besoins en semences des OPA bénéficiaires. 18 tonnes de NPK, 12 tonnes d'Urée, 50 litres d'herbicide post-levée, 140 Kg d'herbicide total ont été livrés aux multiplicateurs de semences.

39. Seule une superficie de 79 ha sur les 120 ha prévus a été emblavée en raison de la mauvaise pluviométrie et de la dégradation des semences de base fournies par le CNRA. La production de maïs attendue est estimée à 158 tonnes.

40. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz.** L'objectif du PROPACOM est d'apporter un appui à l'exécution des microprojets de riz sur une superficie totale de 2 400 ha de sites aménagés/réhabilités.

41. Pour 2015, l'objectif révisé de culture de riz irrigué est de 848 ha sur 888 ha prévus en raison du retrait pour cause de travaux non réalisés du site de M'Bé 2 (40 ha). Par ailleurs, cette superficie révisée a été actualisée à 828 ha à l'issue des résultats des études d'exécution.

42. **Mise en place des parcelles.** La mise en place a concerné les sites dont les travaux ont été effectivement achevés. Ainsi au 31/10/15, une superficie de 284,5 ha a été en définitive emblavée pour le 2ème cycle agricole 2015, dont 13,14 ha pour l'antenne de Bondoukou, 121,96 ha pour l'antenne de Bouaké et 149,4 ha pour l'antenne de Korhogo. La production de paddy attendue est estimée à 1 422,5 tonnes pour un rendement moyen de 5 t/ha.

43. **Nombre d'exploitants.** Les 284,5 ha ont été mis en place par 323 exploitants dont 112 femmes: 70 exploitants pour l'antenne de Bondoukou (40 femmes), 90 exploitants pour l'antenne de Bouaké (1 femme) et 163 exploitants pour l'antenne de Korhogo (71 femmes).

44. **Acquisition et distribution de semence R1 de riz.** Une quantité de 23,67 tonnes de semences R1 ont été livrées aux OPA en août 2015. Le taux moyen de germination est de 89%.
45. **Acquisition et distribution des fertilisants et produits phytosanitaires de riz.** Selon les projections faites en juin 2015 sur l'exécution des travaux de réhabilitation et d'aménagement des périmètres rizicoles en cours, la superficie cultivable devrait être de 378,9 ha. Le processus d'acquisition des intrants a donc porté sur les quantités pour emblaver cette superficie.
46. Ainsi, les intrants chimiques livrés aux OPA en juillet 2015 sont de 56,84 tonnes de NPK, 37,89 tonnes d'Urée, 45 litres de biostimulant et 189,45 litres d'herbicide. En outre, 76 pulvérisateurs ont été livrés aux exploitants pour l'application des produits phytosanitaires.
47. Ces intrants sont financés à 100% par le PROPACOM. Toutefois, conformément aux termes des accords de financement, les OPA bénéficiaires ont l'obligation de reconstituer la valeur de ces intrants dans un compte bancaire dédié pour la pérennisation de leurs activités.
48. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de maïs.** Pour rappel, l'objectif global du PROPACOM est d'apporter un appui à l'exécution des microprojets de production de 4 500 tonnes de maïs sur 3 000 ha.
49. **Mise en place des parcelles.** Pour 2015, les microprojets instruits ont permis à 28 OPA d'emblaver 445,87 ha sur 570 ha prévus dont 150 ha pour l'antenne de Bondoukou, 97,37 ha pour l'antenne de Bouaké et 198,5 ha pour l'antenne de Korhogo. La production de maïs attendue est estimée à 890 tonnes pour un rendement moyen de 2 t/ha.
50. **Nombre d'exploitants.** Ces superficies ont été effectivement mises en place à partir de juillet 2015 par 967 exploitants dont 521 femmes: 291 exploitants pour l'antenne de Bondoukou (149 femmes), 101 exploitants pour l'antenne de Bouaké (42 femmes) et 575 exploitants pour l'antenne de Korhogo (245 femmes).
51. **Acquisition et distribution de semence R1 de maïs.** Les besoins (14,25 tonnes) en semences R1 auraient dû être couverts par la production de 2013. Cette quantité était stockée au centre de conditionnement de l'ONDR à Yamoussoukro.
52. En raison de la panne survenue sur la chaîne de froid dudit centre, la qualité de ces semences a été détériorée. Pour satisfaire les besoins en semence R1 de maïs des OPA, l'UCP a acquis avec l'appui du WAAPP 15 tonnes de semences R1 auprès des multiplicateurs de semences de la région des Savanes. Ces semences qui ont été livrées aux OPA fin juin 2015 ont fait l'objet d'analyse de conformité au laboratoire par le LANADA. Le pouvoir germinatif de ces semences de qualité satisfaisante est compris entre 88% et 100%.
53. **Acquisition et distribution des fertilisants et des produits phytosanitaires.** 85,5 tonnes de NPK, 57 tonnes d'Urée, 300 litres d'herbicide post -levée, 540 Kg d'herbicide total et 115 pulvérisateurs ont été entièrement livrés aux OPA entre juin et la mi-juillet 2015. L'acquisition de ces intrants est financée à 100% par le PROPACOM. Toutefois, conformément aux termes des accords de financement, les OPA ont l'obligation de reconstituer la valeur de ces intrants dans un compte bancaire dédié pour la pérennisation de leurs activités. Ce compte dédié n'est pas encore mis en place par aucune des OPA bénéficiaires. La mission est d'avis que le consultant chargé d'élaborer la convention tripartite OPA-IF-UCP fasse des recommandations détaillées sur le type de compte dédié à ouvrir et sur son mode de fonctionnement.
54. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production maraîchère.** L'objectif global du projet est d'aménager 90 ha sous un système de goutte-à-goutte.
55. Pour 2015, la production maraîchère devrait se faire sur 15,6 ha à aménager au système d'irrigation goutte-à-goutte et provenant des CRC de 2013. Les intrants nécessaires et 10 pulvérisateurs ont été livrés et stockés dans les magasins des 3 OPA pour la production qui a démarré sur le site de Kafalovogo (5,6 ha).

Mécanisation agricole

56. Le projet prévoit l'appui au financement de microprojets de mécanisation agricole portant sur 120 motoculteurs et 100 batteuses-vanneuses. Au terme des CRC de 2013, les besoins exprimés par les OPA étaient de 14 motoculteurs et de 7 vanneuses-batteuses. Le processus d'attribution du marché pour la fourniture de ces motoculteurs et vanneuses-batteuses a été infructueux en 2014.

57. Pour 2015, la cotation porte sur 66 motoculteurs et 26 batteuses-vanneuses. Ces quantités sont le cumul des demandes consolidées de 2013 et 2014.

58. L'UCP a envisagé de procéder à une consultation qui devrait permettre d'obtenir du matériel dont les spécifications conviennent aux exploitants. L'UNOPS a donc été sollicité pour organiser ladite consultation à l'international selon ses procédures. Ainsi, deux fournisseurs ont été sélectionnés par l'UNOPS. Le paiement du montant des deux marchés a été effectué par l'UCP. Mais en raison des procédures internes à l'UNOPS, la livraison de ces équipements accuse du retard. Des séances de travail tripartites (UNOPS, fournisseurs, UCP) ont été organisées pour accélérer les livraisons. Pour les batteuses-vanneuses, 9 premières machines disponibles ont été livrées sur le terrain et sont en cours de montage. La formation des utilisateurs sera organisée à partir du 22 décembre 2015. Les 17 batteuses-vanneuses et les motoculteurs restants seront livrés au 1er trimestre 2016.

59. La mission recommande que l'UCP demande à l'UNOPS d'accélérer la livraison effective des équipements restants et attire l'attention de l'UCP sur la nécessité de trouver une procédure idoine pour la participation effective des bénéficiaires au paiement des équipements.

Appui-conseil et formation

Formation et encadrement des producteurs

60. **Production de maïs.** Pour l'exécution des microprojets de production de maïs, 4 structures d'appui-conseil ont été sélectionnées en fin mars 2015 pour former et encadrer 1 164 exploitants issus de 28 OPA, à l'issue de l'appel d'offres lancé le 12/02/15. Les prestations ont démarré par l'élaboration en début juin 2015 des plans de campagnes agricoles et le suivi de la distribution des intrants. Au total, ce sont 967 producteurs de maïs qui sont encadrés et 193 producteurs formés. La formation et l'encadrement se poursuivent jusqu'aux opérations post-récolte prévues pour fin janvier 2016.

61. **Production de riz et de cultures maraîchères.** En 2014, quatre structures d'appui-conseil avaient été recrutées pour former et encadrer les exploitants dans la mise en œuvre des microprojets de riz, maïs et cultures maraîchères. Mais la prestation n'a pu se faire que pour le maïs. En effet, les travaux d'aménagement/réhabilitation des sites rizicoles et maraîchers concernés n'ont pas été réalisés en 2014. Pour cette raison, il a été convenu avec ces structures que les prestations seront réalisées en 2015 pour le riz et les cultures maraîchères.

62. Pour le riz, ce sont 323 exploitants qui sont encadrés et 65 producteurs formés. La formation et l'encadrement se poursuivent jusqu'aux opérations post-récolte prévues pour fin janvier 2016.

63. Concernant les cultures maraîchères, les prestations vont démarrer avec l'encadrement de la mise en place des pépinières pour 5,6 ha. La livraison des sites est prévue pour fin janvier 2016.

64. **Restauration de la fertilité des sols.** L'étude pour évaluer les systèmes de production et proposer des actions qui permettent de minimiser les apports en engrais minéraux est achevée et ses résultats sont pris en compte par le projet.

65. Les adaptations possibles aux effets du changement climatique résident entre autres dans la mise au point de cultivars à cycle court et productif que le CNRA cherche actuellement à développer.

66. **Appui à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil.** L'activité concerne le suivi et l'évaluation de la convention ADDR relative à la réinsertion de 2 000 ex-combattants et de 500 jeunes des communautés d'accueil. Le MINAGRI et l'UCP assurent le suivi-évaluation externe de cette convention.

67. Pour l'année 2015, il avait été programmé l'achèvement de i) l'installation de 572 ex-combattants restant à réinsérer et ii) l'exécution de projets au bénéfice des communautés d'accueil. Les dernières activités à faire pour cette année incluent la conduite d'une mission conjointe de revue finale (MINAGRI-UCP-ADDR) au plus tard en fin juin 2015 et la production d'un rapport d'achèvement, la convention étant en

principe considérée comme terminée le 07/05/15. Le rapport d'achèvement a été transmis et le rapport provisoire d'évaluation fera l'objet d'un atelier de restitution/validation en janvier 2016.

68. En fin octobre 2015, un effectif de 1 851 bénéficiaires a été effectivement formé. Sur cet effectif, 1 812 ex-combattants (dont 100 femmes) ont été installés, soit un taux de réalisation de 91% sur 2 000 ex-combattants à installer.

69. **Communautés d'accueil des ex-combattants.** Suite aux amendements apportés à cette rubrique, le principe d'un appui aux projets des communautés d'accueil avait été retenu, en lieu et place de l'appui à 500 jeunes des communautés.

70. Sur les 44 projets validés par l'ADDR, seuls les 11 projets de l'ex-district du Denguélé ont été réalisés. Ces projets sont tous agricoles. Les 33 autres projets communautaires n'ont pas pu être mis en œuvre avant la clôture de la convention en raison du long délai de validation (près de 8 mois) et de l'insuffisance des fonds alloués à ce volet. Au total, les 11 projets communautaires ont bénéficié à 1 531 personnes du Denguélé dont 540 femmes (35%).

71. Concernant l'exécution financière, le taux global de réalisation financière de la convention au 31/10/15 est de 85% alors que pour le FIDA il est de 100% contre 66% pour l'ADDR.

Aménagements hydroagricoles

72. Les activités concernent: i) les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato; ii) l'identification des sites rizicoles et maraîchers; iii) la réhabilitation ou l'aménagement de périmètres rizicoles; iv) l'aménagement de sites maraîchers irrigués sous le système goutte-à-goutte; v) la réalisation d'études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles et maraîchers; vi) l'achèvement des travaux des sites maraîchers du PPMS; vii) le renforcement des capacités des bénéficiaires à l'entretien et à l'exploitation des aménagements.

73. **Réhabilitation du barrage de Kpato.** Les travaux consistent en: réhabilitation de la digue du barrage, pose de canalisations, fourniture d'une motopompe, construction d'un magasin de stockage et création d'une piste d'accès. La réhabilitation de la digue, la construction du magasin et l'ouverture de la piste d'accès sont achevées. Les canalisations sont posées et réceptionnées après la réalisation des essais d'étanchéité. Au 15/12/15, le taux d'exécution des travaux est de 95%.

74. L'UCP est dans un processus de résiliation de la partie du contrat concernant la motopompe. En effet, après la réalisation des travaux correctifs préalables à la réception provisoire (n'incluant pas l'engazonnement du talus aval), le prestataire a livré une motopompe jugée non conforme car très largement au-dessus des spécifications du marché, ce qui engendrerait des coûts exorbitants de fonctionnement et d'entretien pour les bénéficiaires.

75. **Etudes des travaux complémentaires du site de Kpato.** A l'issue d'une visite du site le 10/07/14, le COP du PROPACOM a recommandé de réaliser des études et travaux complémentaires pour améliorer la qualité des installations en vue d'une bonne utilisation de l'ouvrage par les producteurs.

76. La première étude se rapportait à l'évaluation des travaux de réhabilitation et à la conduite des études techniques des travaux confortatifs. Le rapport provisoire attendu pour la mi-octobre 2015 n'a toujours pas été transmis à ce jour. Une mise en demeure sera incessamment adressée au consultant.

77. La tâche du second consultant consiste à réaliser l'étude technique des aménagements en aval et l'étude d'impact environnemental et social. Le rapport provisoire a été transmis au projet en fin novembre 2015.

78. **Réhabilitation ou aménagement de périmètres rizicoles.** Les travaux d'aménagement/réhabilitation de 888 ha pour 22 OPA ont fait l'objet de cinq marchés de travaux et quatre marchés de contrôle portant sur 17 sites rizicoles.

79. Cette superficie a été réduite à 848 ha suite au retrait des 40 ha du site de M'Bé 2 dont les coûts de mise en œuvre sont relativement trop élevés. Au terme de l'actualisation des études qui ont également accusé du retard, les objectifs d'aménagement ont été arrêtés à 824 ha après le retrait du site de Nakélé pour des problèmes fonciers et la réduction des superficies prévues sur le site de Panzarani 1 du fait de l'existence d'une forêt classée.

80. L'état d'avancement des travaux indique qu'une superficie de 607,2 ha a été effectivement achevée sur les 824 ha prévus (soit un taux de réalisation de 73,7% par rapport à l'objectif final révisé et 68,4% par rapport à l'objectif initial de 888 ha).

81. Au vu des taux d'exécution sur les différents sites qui varient de 11% à 98%, il n'est pas certain que les 216,8 ha restant soient achevés en fin décembre 2015, d'autant plus que les missions d'évaluations et réunions organisées ont mis en évidence que les faibles capacités techniques et financières desdites entreprises de travaux ne leur permettront pas de tenir les délais convenus.

82. Dans l'ensemble, les travaux d'aménagement/réhabilitation de 824 ha ont pris du retard en raison des difficultés pour les prestataires de mobiliser le personnel et le matériel requis. Certaines des mesures prévues aux marchés ont été déjà appliquées (relance, avertissement, mise en demeure, mise en pénalité, mise en régie etc.). Pour certaines entreprises, la mission est d'avis que l'UCP devrait envisager la résiliation pure et simple et les modalités de cette disposition sont à discuter avec la DRMP. La mission recommande également qu'un tableau récapitulatif soit dressé, donnant pour chaque site la situation exacte et la mesure préconisée.

Etudes techniques de périmètres rizicoles

83. Les études techniques préalables concernent les microprojets issus des sessions des CRC de 2013 (1 080 ha) et 2014 (708 ha).

84. **Etudes techniques de 1 080 ha de périmètres rizicoles.** Suite aux sessions des CRC de 2013, environ 1 080 ha de périmètres rizicoles devraient faire l'objet d'études techniques préalables. Les aménagements futurs profiteront à 11 OPA et 22 sections. Ces superficies sont réparties sur 28 sites (21/Bondoukou, 4/Bouaké et 3/Korhogo) et font l'objet de trois marchés:

- pour l'étude du 1^{er} lot concernant les sites de Mbé 1, Lokapli, Loka et Nianra (125 ha) le rapport définitif a été transmis le 31/08/15,
- concernant les deux autres lots portant sur 21 sites de Bondoukou (515 ha) et les trois sites à Korhogo (440 ha), les études ont été lancées le 03/03/15 pour un rapport définitif attendu le 20/07/15.

85. Le rapport provisoire ne contenant pas les plans d'aménagement et plans des ouvrages des sites étudiés a été transmis à l'UCP le 31/08/15 après une mise en demeure et mise en pénalités du prestataire. Les plans ont été fournis le 14/10/15. Ce rapport n'a pas été jugé recevable en raison des grosses incohérences relevées entre les quantitatifs et les plans.

86. Compte tenu des retards déjà accusés par le prestataire et pour permettre le lancement des DAO de travaux avant fin 2015, une séance de travail a eu lieu du 2 au 3 décembre 2015 pour apporter un appui dans l'élaboration du rapport. Sur la base des quantitatifs estimés à fournir par le consultant avant le 15 janvier 2016, l'UCP va élaborer les DAO.

87. **Etudes techniques de 708 ha de périmètres rizicoles.** Pour les deux prestataires, les études ont démarré et les rapports provisoires sont attendus en décembre 2015.

Etudes d'aménagement de périmètres maraîchers sous système d'irrigation par goutte-à-goutte

88. Les études techniques préalables concernent les objectifs issus des sessions des CRC de 2013 (19 ha) et 2014 (55 ha).

89. **Etudes techniques de 19 ha de périmètres maraîchers sous système d'irrigation goutte-à-goutte.** Au titre des microprojets 2013, les études portant sur 19 ha à aménager au système d'irrigation goutte-à-goutte ont été lancées le 24/11/14 pour une durée de trois mois. Les rapports définitifs étaient attendus pour fin février 2015 mais n'ont été reçus, suite à une mise en demeure, que le 11/08/15.

90. Le bureau de consultants sélectionné pour réaliser lesdites études assurera ultérieurement le contrôle de travaux. Les résultats de ces études devaient permettre de lancer les DAO de recrutement des entreprises pour la réalisation des travaux. Ces DAO des travaux sont en cours de validation par la DRMP.

91. **Etudes techniques de 55 ha de périmètres maraîchers sous système d'irrigation de goutte-à-goutte.** Les ordres de démarrage ont été donnés le 28/10/15 après l'approbation des marchés. Les études ont démarré le 16/11/15 et les rapports définitifs sont attendus pour fin janvier 2016.

92. **Travaux d'aménagement de périmètres maraîchers sous système d'irrigation goutte-à-goutte.**

Les travaux portent sur l'aménagement de 15,6 ha dans trois sites maraîchers de l'ex-PPMS (Niambroun, Kafalavogo et Nondara).

93. Les travaux ont été lancés mi-mai 2015 et auraient dû s'achever en mi-septembre 2015 pour permettre aux exploitants d'initier la production de contre-saison de 2016 qui démarre en décembre 2015.

94. L'état d'avancement des travaux sur ces sites est le suivant: Site de Niambroun: 22 %; Site de Kafalavogo: 60 %; Site de Nondara: 40 %.

95. Dans l'ensemble, les travaux ont connu d'importants retards liés aux faibles capacités financières des entreprises attributaires. Malgré la mise en œuvre des pénalités dès le mois de septembre 2015, les chronogrammes d'achèvement convenus n'ont pas été respectés et il est probable que ces sites ne soient pas livrés avant la fin de l'année 2015. La mise en régie de ces entreprises est envisagée.

96. Sur le site de Nondara, des inondations ont causé une interruption des travaux de mi-août à fin septembre 2015. Des travaux additionnels de drainage sont en cours d'étude par l'ingénieur-conseil pour permettre le fonctionnement du site en toute saison. L'installation d'une vanne de restitution au niveau du barrage de Gbemou s'avère nécessaire pour garantir un débit satisfaisant au niveau du site.

Travaux d'achèvement des sites maraîchers du PPMS

97. Cette activité concerne 24 sites dont sept sites programmés en 2013 et 17 en 2014 mais réalisés respectivement en 2015 et 2016.

98. **Travaux d'achèvement de 7 sites PPMS.** Les travaux d'achèvement de sept sites portent sur une superficie exploitable de 16,8 ha dont 10,5 ha pour l'antenne de Korhogo et 6,3 ha pour l'antenne de Bouaké.

99. Dans le cadre de ces travaux, une innovation visant à réduire la pénibilité et le temps consacré à l'irrigation des parcelles a été introduite par l'UCP. En effet le PPMS prévoyait l'irrigation des sites à l'aide d'arrosoirs remplis à partir de bassins parcellaires alimentés de façon gravitaire par un grand bassin placé en tête du réseau. Le remplissage des grands bassins s'effectuait par pompage pour les sites irrigués à partir des eaux de surface et à l'aide d'un système de puisage par sceaux et cordages pour les sites à puits. L'innovation introduite (système californien) consiste à remplacer les bassins parcellaires et les arrosoirs par des bornes d'irrigation équipées de tuyaux d'arrosage flexibles, à prévoir le pompage sur les sites irrigués à partir des eaux souterraines et à concevoir leur réseau d'irrigation de façon à permettre une évolution par le raccordement de puits supplémentaires qui pourraient être réalisés par les bénéficiaires. L'ingénieur-conseil devait réaliser l'étude technique de ces modifications et les mettre à la disposition de l'entreprise en vue des travaux.

100. L'état d'avancement indique que deux sites d'une superficie totale de 2,9 ha sont achevés. Les niveaux d'exécution sur les cinq sites restants varient de 15% à 80%.

101. Prévus initialement en mai 2015, les travaux ont effectivement démarré le 10 août 2015 dans l'antenne de Korhogo et le 14 octobre 2015 dans l'antenne de Bouaké. Ces retards s'expliquent d'une part par le retard accusé par l'ingénieur-conseil dans l'étude technique des modifications et d'autre part par l'incapacité de l'entreprise à se déployer simultanément sur l'ensemble des sites prévus à son marché.

102. Sur le site d'Ando Krékrenou, les travaux ont été interrompus en raison de la présence d'une formation rocheuse dure qui ne permet pas le fonçage des puits productifs. A moins d'y réaliser un forage, les aménagements prévus sur ce site seront annulés. La livraison des quatre autres sites est prévue au plus tard à la fin du mois de janvier 2016.

103. **Travaux d'achèvement de 17 sites restant du PPMS.** Les sites restants du PPMS (17 sites) font l'objet d'études d'actualisation pour une superficie exploitable de 38,59 ha. Il s'agit de 13 sites à Korhogo (26,7 ha) et quatre à Bouaké (12,3). Ces études ont démarré le 31/07/2015. Le rapport provisoire, attendu le 14 octobre 2015, n'est toujours pas livré malgré la mise en demeure adressée au prestataire.

Recommandations sur la composante 1 «Amélioration de l'offre de produits agricoles»

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Recruter sur la base d'une liste restreinte un prestataire pour fournir un appui à six plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz, (soit deux pour chacune des trois régions du PROPACOM)	UCP / COPAs	Avril 2016
Mettre à jour et partager régulièrement le chronogramme détaillé de tous les aménagements à réaliser avec le staff du projet	RIR	Mensuel à partir de janvier 2016
Mettre à jour régulièrement le tableau de synthèse de la situation des aménagements/réhabilitations en cours et le partager avec l'UCP, la DGPPS et le FIDA	RIR	Continu à partir de janvier 2016
Développer, pour les aménagements, une base de données relationnelle afin de faciliter la mise à jour et partager les informations sur le progrès des aménagements /réhabilitations en cours ainsi que les problèmes y afférents	RIR	Fin premier trimestre 2016
Inclure dans les DAO des critères d'évaluation liés aux certificats de performance délivrés par les maîtres d'ouvrages des travaux réalisés antérieurement par les entreprises soumissionnaires	RIR	Immédiat
Mise à jour du plan d'appui conseil suivant le calendrier cultural et partage régulier des rapports spécifiques avec MINAGRI et FIDA	CPA / Coordo	Immédiat et continu
Appliquer des mesures plus coercitives à l'endroit des prestataires allant, en cas de besoin, jusqu'à la résiliation pure et simple des marchés en cas de non-respect des engagements contractuels	Coordo	Immédiat et continu
Initier et faire le suivi de la procédure de résiliation du marché de fourniture de la motopompe du périmètre rizicole de Kpato pour une acquisition en régie	RIR/Coordo/ DRMP	Immédiat
Adresser dans les plus brefs délais une mise en demeure au consultant chargé de l'étude sur l'évaluation des travaux de réhabilitation et à la conduite des études techniques des travaux confortatifs (son rapport provisoire attendu pour la mi-octobre 2015 n'ayant toujours pas été transmis)	RIR/ RPM	Immédiat
Faire un suivi rapproché des impacts de l'appui-conseil et des formations des OPA bénéficiaires du projet et documenter l'évolution des changements et des taux d'adoption des techniques et méthodes apprises	CPA et Chefs d'Antenne	Immédiat et continu
Trouver une solution adéquate permettant aux OPA d'apporter leur contribution financière de 5% pour l'acquisition des équipements déjà achetés	Agent comptable	Immédiat

Composante 2: Valorisation et mise en marché

Appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers

La filière rizicole

104. **Acquisition des équipements de transformation/commercialisation.** Pour ce volet les équipements issus du CRC 2013, mais dont les marchés ont été exécutés en 2015, sont:

- équipements de transformation/commercialisation: cinq moulins; une décortiqueuse;
- 390 palettes;
- autres équipements et matériel de commercialisation (sondes, humidimètre, bascule, etc.)

105. Concernant les équipements de transformation/commercialisation, cinq moulins ont été installés (Abema, Kalamon, Dielpin-Dougbe, Téhini et Korhogo). Une décortiqueuse a été livrée à Kalamon (Doropo).

106. Pour les 390 palettes prévues, face à l'important retard accusé par le marché signé en 2014, plusieurs relances et une mise en demeure ont été adressées au fournisseur entre mars et juin 2015. Une livraison a été faite en fin juin 2015. En raison de la non-conformité aux spécifications techniques du marché, les palettes livrées n'ont pas fait l'objet de réception provisoire.

107. Une mission d'évaluation organisée par l'UCP a constaté que les palettes livrées sur le site de Katio-Apka à Katiola et Tabako à Bouaké ont été renforcées conformément au schéma convenu. Le reste des palettes devrait être fabriqué sur site à Korhogo et remplacer les palettes défectueuses sur les autres sites. Au 31/10/15, la totalité des palettes n'était pas encore renforcée. L'UCP a notifié une mise en pénalité au fournisseur le 12/10/2015. Le renforcement de la qualité des palettes est toujours en cours et la mission encourage l'UCP à s'assurer que le renforcement s'achèvera avant fin décembre 2015.

108. Pour les autres équipements issus du CRC de 2014 et le lot de matériel de commercialisation revenu infructueux en 2014, un appel d'offres en quatre lots a été lancé le 27/10/15 pour satisfaire les demandes consolidées d'équipements (24 égreneuses de maïs, 58 bascules, 1 décortiqueuse, 2 moulins, 1 232 palettes, 57 sondes de prélèvements, 36 humidimètres, 995 cageots, 58 bascules, 52 750 sacs de collecte.). Le processus de passation est au stade d'analyse et de jugement des offres. Les livraisons sont attendues pour la fin du 1er trimestre 2016.

109. Lors de la commercialisation de leur production, les OPA se heurtent à des problèmes de qualité conduisant à la dépréciation de la valeur marchande de leurs produits. La mission recommande que les appuis à la commercialisation et aux activités post-récoltes de façon plus large démarrent dans les meilleurs délais et visent à optimiser la qualité de leurs produits.

110. De même, pour différencier les produits de diverses usines ou zones, il est recommandé d'utiliser des emballages personnalisés.

Installation de la mini-rizerie de Bondoukou

111. En vue de l'installation de la mini-rizerie de Bondoukou, un inventaire du matériel livré par l'ONDR a été réalisé. Cet inventaire a permis de dresser la liste des équipements complémentaires à acquérir pour améliorer le plateau technique d'usinage, à savoir quatre dispositifs complets d'élévateur (ascenseur) pour transfert du riz décortiqué au calibre et à l'ensacheuse accompagné de dynamo, 1 calibre, 1 bascule, 1 couseuse et 1 humidimètre.

112. Cependant, en raison de la durée d'entreposage, certains éléments (acquis depuis 2009) se sont révélés défectueux à l'issue des premiers tests de fonctionnement. Il s'agit: i) d'une sangle à godet dans l'élévateur principal, ii) d'un calibre, iii) d'une trémie de réception sur la peseuse-ensacheuse. Ces éléments ont été acquis et livrés avec un lot de petits équipements (bascule, couseuse, humidimètre).

113. Une mise en demeure a été adressée le 19/10/15 au prestataire chargé de l'opérationnalisation de la mini-rizerie en vue de rendre opérationnelle la mini-rizerie au plus tard fin novembre 2015. Après les essais à vide, certaines pièces (ensacheuse-peseuse et autres) se sont révélées défectueuses. La mission recommande que la nouvelle date retenue pour finaliser les tests avec le matériel de remplacement des pièces défectueuses soit au plus tard en janvier 2016 afin que l'usine soit fonctionnelle début février 2016.

Promotion des Entreprises de Services et Organisations de Producteurs (ESOP)

114. **ESOP de Katiola, Ferké et Korhogo.** Sur recommandation de la mission de supervision de décembre 2014, le contrat de prestations du CIDR a été reconduit pour une durée supplémentaire d'un an. Cet appui complémentaire vise à consolider les ESOP mises en place par le PRAREP. Le CIDR a depuis juin dernier: i) procédé à l'évaluation de la situation de chacune des trois ESOP, ii) sorti un plan de consolidation contenant un plan d'affaires et le plan marketing actualisé; iii) restructuré l'actionnariat et la direction de Katio Akpa etc.

115. La mission a été informée que l'ONDR envisage un début de règlement à hauteur de 10 millions de FCFA par ESOP (soit un total de 30 millions de FCFA) pour servir de fonds de roulement. La mission espère que le reliquat sera payé dans les meilleurs délais car les besoins actuels en fonds de roulement sont de 25 à 30 millions par ESOP.

116. **ESOP de Bondoukou, de Bouaké (Tabako) et de Béoumi.** En ce qui concerne l'appui à la création de l'ESOP de Bondoukou, de Bouaké et de Béoumi, l'UCP entrevoit de confier à un prestataire l'analyse diagnostic de l'environnement opérationnel de ces mini-rizeries. Ce diagnostic devra aboutir à l'élaboration de plans d'affaires réalistes et définir le type d'entreprise à mettre en place dans ces zones. La finalisation des TDR proposés par TechnoServe devra faire l'objet d'une réunion avec le MINAGRI, l'UCP, l'ONDR et TechnoServe avant fin janvier 2016.

La filière maïs

117. **La collaboration avec le Bureau de Vente des Producteurs (BVP).** Pour 2015, il était envisagé de contracter le BVP pour contribuer au bon écoulement des récoltes issues de la production de maïs et de cultures maraîchères de 2015 des OPA de l'antenne de Bouaké. Vu que la campagne tirait déjà à sa fin, il n'était plus opportun ni pertinent de mener des actions d'appuis pour cette période. Concernant, les deux autres antennes aucune initiative de ce genre n'a été menée.

118. La mission recommande que des actions soient prises par l'UCP en temps opportuns afin de ne pas tomber sur les mêmes travers pour la campagne 2016, en recrutant au besoin un consultant ou un partenaire pour appuyer l'UCP dans l'élaboration des TDR.

La filière maraîchère

119. Les aménagements et équipements de production (goutte-à-goutte) destinés à améliorer l'offre en produit maraîcher sont en cours d'installation. Il convient d'ores et déjà de réaliser un diagnostic du circuit de commercialisation en place afin de mettre au point une stratégie qui permettra d'écouler les excédents produits une fois que les travaux seront achevés.

Le Système d'Information sur les Marchés (SIM)

120. Pour 2015, le PROPACOM avait programmé une série d'échanges avec le BVP et RONGEAD pour lui permettre de définir les axes possibles de collaboration. L'étude d'évaluation des performances des dispositifs d'information sur les marchés existants réalisé en 2014 avait identifié ces deux structures comme susceptibles d'apporter un appui aux exploitants du PROPACOM à la commercialisation des produits vivriers. La mission recommande, au vu des résultats de l'étude sur les SIMS: i) de confier au BVP la mise en relation entre OPA et commerçants dans la zone du Centre, ii) de confier au RONGEAD la partie collecte et diffusion des informations de marchés dans toutes les zones du programme PROPACOM et iii) d'identifier par consultation ouverte un opérateur capable de faire l'intermédiation dans les zones autres que le Centre.

121. Lors de la restitution du rapport d'achèvement du PRAREP, le représentant du Ministre du Commerce a annoncé qu'un projet national d'appui à la commercialisation des produits vivriers est en cours de formulation sur financement de l'Union Européenne. Il convient de se rapprocher de ce ministère pour s'informer de la stratégie qui sera mise en place et, dans le cadre d'une synergie d'action et d'harmonisation, de déployer la même stratégie SIM.

122. Par ailleurs, la mission est d'avis qu'il convient de se rapprocher de CODINORM pour savoir les normes et standards existants ou à développer pour les filières promues par le PROPACOM.

123. La mission réitère la nécessité de mettre en œuvre ces deux recommandations au plus tard fin février 2016.

Infrastructures marchandes et publiques

124. Il s'agit de la construction de six magasins de stockage, deux bâtiments de mini-rizerie et un centre de groupage pour produits maraîchers. Par antenne, les infrastructures à construire se répartissent comme suit:

- **Bouaké.** Travaux de construction de deux magasins de stockage et de deux bâtiments de mini-rizerie
- **Bondoukou.** Travaux de construction d'un centre de groupage pour produits maraîchers
- **Korhogo.** Travaux de construction de quatre magasins de stockage.

125. En raison du retard de la production par l'ingénieur-conseil du rapport d'actualisation des plans ou des documents d'exécution, les chantiers concernés ont démarré entre octobre et novembre 2015 et sont en cours d'exécution. Les taux d'exécution varient de 5% à 35%. La livraison de ces infrastructures marchandes est prévue pour la fin du 1er trimestre 2016.

Organisations Professionnelles Agricoles

Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA

126. L'activité d'alphabétisation fonctionnelle démarrée sur le PRAREP s'est poursuivie sur le PROPACOM. Un effectif de 1 805 volontaires issus de 31 OP dans 28 villages a été identifié pour un objectif contractuel de 300 personnes à alphabétiser.

127. Suite aux recommandations de la mission de supervision de mai 2015, le nombre de centres initialement de 16, a été porté à 22, avec un effectif de 450 personnes, dont 315 femmes (70%). Cependant à la réalisation, vu l'engouement des volontaires, ce sont en définitive 532 personnes qui ont suivi les cours d'alphabétisation, dont 389 femmes (73%).

128. Dans chaque village d'implantation d'un centre d'alphabétisation, le dispositif d'alphabétisation fonctionnelle composé comme suit a été mis en place: i) un comité villageois d'alphabétisation; ii) un alphabétiseur endogène principal et un suppléant; et iii) un groupe d'apprenants.

129. La supervision des activités d'alphabétisation fonctionnelle est assurée par la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF) du Ministère de l'Education Nationale. La DAENF a déjà effectué des missions d'évaluation. Il ressort des résultats de ces missions que le pourcentage de réussite globale est de 69% dans toutes les zones cibles. Quant au taux de fréquentation, il se situe à 83%.

130. Suite aux différentes rencontres et échanges sur le terrain, la mission de supervision a constaté que les besoins en alphabétisation fonctionnelle sont énormes au niveau de toutes les OPA bénéficiaires des microprojets. Cela constitue un facteur limitant à la formation dans le cadre de l'appui à la structuration et à l'appui conseil. La systématisation de cette alphabétisation est une recommandation forte de la mission car toutes les zones visitées ont indiqué des besoins à ce niveau.

Appui à la structuration et à la gestion des OPA

131. L'appui à la structuration et à la gestion des 114 OPA sélectionnées par les CRC de 2013 a effectivement démarré en janvier 2015.

132. Concernant les OPA sélectionnées en 2014, pour les antennes de Bondoukou et de Korhogo, l'appui à la structuration et à la gestion porte sur 44 OPA. Cette activité n'a débuté qu'en novembre 2015. Ce retard sera encore plus important pour l'antenne de Bouaké dont l'appel d'offres est revenu infructueux.

133. Les activités d'appui à la structuration et à la gestion des OPA ont débuté par un diagnostic organisationnel des OPA bénéficiaires. Cela a permis de classer les OPA selon leur niveau de maturité et de révéler que 105 OPA bénéficiaires de microprojets issus des CRC 2013 sont de niveau 1 et seulement neuf de niveau 2.

134. Pour une bonne exécution de l'appui à la structuration et à la gestion des OPA, un atelier d'harmonisation des méthodologies d'intervention des prestataires a été organisé à Katiola du 27 au 30 juillet 2015. A l'issue de cet atelier, les bonnes pratiques d'appui-accompagnement utilisées par les prestataires ont été identifiées et retenues comme celles à mettre en œuvre. De même les méthodologies d'intervention ainsi que les outils de mise en œuvre (modules de formation, fiche de collecte données, canevas de rapportage) ont été harmonisés.

135. Sur les quatorze modules définis lors du diagnostic organisationnel, seuls dix ont été effectivement dispensés: Vie associative, Gestion comptable, financière et administrative, Techniques de commercialisation, Recherche de financement avec les institutions financières, Lobbying et leadership, Esprit entrepreneurial et gestion des affaires, Gestion des stocks, Mécanisme de reconstitution de fonds, Gestion des intrants et du matériel dans une OPA, Gestion de l'eau et des infrastructures d'irrigation, Organisation du comité de gestion des aménagements.

136. Au 31/10/15, le nombre d'exploitants formés est de 1 846 dont 1 270 femmes. Pour ce qui concerne les comités spécialisés (Comité Approvisionnement intrants, Comité Suivi matériel, Comité Gestion de l'aménagement, Comité Commercialisation, Comité Crédit), sur 228 comités, 94 ont été mis en place. Concernant les dirigeants, sur 348 dirigeants prévus, 69 ont été formés. Sur la période, sur 23 OPA prévues 11 ont été légalisées.

137. La mission a constaté que l'appui à la structuration qui comprend la formalisation des OPA, la diffusion des modules de formation, la mise en place des comités et l'appui au bon fonctionnement d'une OPA, est un long processus qui ne saurait se réaliser en 12 mois.

138. **Les plateformes départementales ou régionales.** Dans le cadre de la stratégie nationale de développement du riz (SNDR), l'ONDR a mis en place dans plusieurs départements de la zone du projet des «plateformes des acteurs de la filière rizicole». Ces plateformes constituent naturellement un cadre d'échange entre acteurs de la filière pour améliorer la transformation et la commercialisation du riz local. Suite aux premières réunions, certaines plateformes ont déjà adopté leur statut et règlement intérieur et ont élu les membres de leur bureau exécutif.

139. Néanmoins, la mission précédente avait constaté que les membres de ces nouvelles plateformes n'avaient pas encore d'idées claires sur les activités à mener. L'expérience de la plateforme de Gagnoa montre que la mise en place d'une organisation interprofessionnelle prend du temps, suppose une forte

implication des différents acteurs, et demande des appuis importants de renforcement des capacités aussi bien organisationnelles que juridiques.

140. En conséquence, les missions de supervision précédentes avaient proposé de renforcer les capacités des six plateformes de la zone du projet.

141. Sur recommandation de la précédente mission de supervision, l'UCP a contacté TechnoServe qui a rédigé les termes de référence de ces appuis. La mission constate que cette activité accuse du retard et suggère la tenue dans les meilleurs délais d'une réunion entre l'ONDR, TechnoServe, le MINAGRI et le PROPACOM pour la validation de ces TDR avant de contractualiser l'opérateur.

Recommandations

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Intégrer systématiquement l'alphabetisation fonctionnelle dans les appui-accompagnements fournis aux OPA bénéficiaires des microprojets	COPA	Immédiat et continu
Former des formateurs endogènes au sein des OPA pour répliquer certains modules de formations	COPA	Immédiat
Revoir l'allotissement et limiter le nombre de lots attribués à un prestataire donné en vue d'augmenter le nombre de prestataires pour l'appui à la restructuration	COPAs / CAFM/ RPM	Immédiat et continu
Programmer l'activité d'appui à la structuration sur 24 mois au lieu d'une année. Par conséquent, reconduire sur 12 mois les contrats actuels des prestataires après évaluation de leurs performances	COPAs/CAFM/RPM	Immédiat
Organiser un atelier d'harmonisation des méthodologies et des outils de mise en œuvre des activités des prestataires d'appui-accompagnement des OPA	Coordo /RSE/COPAs	Avril 2016
Organiser une réunion entre l'ONDR, TechnoServe, le MINAGRI et le PROPACOM, pour valider les TDR relatifs aux appuis organisationnels, juridiques et en formation pour les six plateformes départementales	Coordo	Fin février 2016
Poursuivre les efforts en vue d'une libération effective de la totalité des 75 millions que l'ONDR doit au projet même s'il y a actuellement une promesse encourageante quant au déblocage attendu prochainement d'une première tranche de 30 millions car les besoins actuels en fonds de roulement sont de 25 à 30 millions par ESOP	DGPPS	Continu
Démarrer les appuis à la commercialisation et aux activités post-récoltes de façon plus large dans les meilleurs délais en visant l'optimisation de la qualité de leurs produits	CTC / COPAs	Immédiat et continu
Sensibiliser et appuyer les OPA et les ESOP dans la différenciation des produits de diverses usines ou zones et l'utilisation d'emballages personnalisés	CTC / COPAs	Immédiat et continu
Prendre toutes les dispositions pour que les tests avec le matériel de remplacement des pièces défectueuses se fassent au plus tard en janvier 2016 afin que l'usine soit fonctionnelle début février 2016	Coordo/ RSE	Immédiat

Composante 3: Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et gestion

Recrutement du personnel complémentaire de l'UCP

142. Dans le cadre de l'extension du PROPACOM à l'Ouest du pays, l'UCP a fait l'objet d'une restructuration avec pour objet la mise en place de deux nouvelles antennes (Man et Séguéla), l'amélioration de l'efficacité de la gestion du projet et le renforcement du suivi opérationnel de proximité. Cette restructuration a entraîné le recrutement de personnel complémentaire. A l'issue du processus de sélection, seuls dix postes ont été pourvus (4 COPAS, 2 CAFM, 2 CSE, 1 SFR, 1 CPA) et la prise de fonction a eu lieu début décembre 2015.

143. De plus en août 2015, suite au départ du Coordonnateur de l'UCP et la désignation d'un intérimaire, la vacance du poste a été publiée. Par contre la publicité pour les autres 11 postes sera lancée au cours du

mois de décembre 2015. Un cabinet a été contracté pour assister le MINAGRI dans le recrutement des 12 postes vacants (1 Coordonnateur, 5 CTC, 3 CPA, 1 CSE et 2 CAFM).

144. La mission recommande d'accélérer le processus pour pourvoir ces postes au plus tard fin février 2016 en mettant en œuvre les mesures suivantes : i) raccourcissement des délais impartis à chacune des phases du processus de recrutement, ii) flexibilité pour le profil requis dans le cas des CTC où une double expertise est difficile à trouver chez un même candidat, etc.

Actualisation des manuels de base du PROPACOM

145. Dans l'optique de mettre en harmonie l'exécution du PROPACOM et du PROPACOM Extension Ouest sous forme de Programme, les manuels de base ont été actualisés (le Manuel de procédures administratives, comptables et financières; le Manuel des procédures de financement des microprojets et le Manuel d'exécution ou des opérations). Pour l'essentiel, cette actualisation a pris en compte la stratégie d'exécution du PROPACOM Extension Ouest en intégrant notamment les modalités de financement des microprojets et les aspects liés à la résilience des producteurs aux effets du changement climatique sur les fonds dits ASAP. La validation du Manuel des procédures de financement des microprojets est en attente de l'élaboration du mécanisme de partage de risque.

Orientation et pilotage du projet

146. **Cellule ad hoc d'appui technique à l'UCP.** Après sa première réunion tenue en novembre 2014, la cellule a organisé la 2ème session de travail à Bouaké le 13/02/15 pour: i) examiner l'état d'exécution des activités du PTBA 2015 et les dispositions prises par l'UCP pour lever les points critiques; ii) faire l'état d'avancement de l'exécution des microprojets approuvés et iii) passer en revue l'organisation du travail technique (y compris le rapportage du projet).

147. Au cours de cette 2ème session la cellule a passé en revue l'état d'avancement des activités du PTBA 2015 programmées durant le premier trimestre. Elle a constaté des retards et a recommandé la reprogrammation des activités planifiées et a demandé à l'UCP de lui transmettre des rapports mensuels de suivi des activités de réhabilitation/aménagement programmées. Cela n'est pas encore suivi d'effet.

148. La mission relève la qualité de l'assistance technique de la cellule ad hoc mais note qu'elle ne s'est pas réunie régulièrement tous les mois depuis le début de l'année (une seule fois) et n'a pas mis en place un mécanisme de suivi rigoureux de ses recommandations par l'UCP. La mission recommande par conséquent: i) que le Comité ad hoc se réunisse effectivement tous les mois, ii) que les rapports mensuels soient transmis une semaine avant la tenue de la réunion mensuelle du Comité; iii) et qu'au moins toutes les deux semaines le tableau de bord de suivi des aménagements soit transmis par le RIR à l'UCP et par le Coordonnateur au Comité etc.

149. **Cadres Régionaux de Concertation.** La mission constate que les CRC ne se sont réunis qu'une seule fois au cours de l'année 2015. Par conséquent, elle recommande que les CRC se réunissent au moins deux fois dans l'année.

150. Tenant compte des recommandations des CRC, un arrêté préfectoral a été pris pour nommer de manière formelle les membres statutaires du CRC du Hambol. Concernant les autres régions, les discussions sont en cours avec les autorités et les DRA. La mission recommande de formaliser rapidement la désignation des membres de tous les CRC en tenant compte du nouvel arrêté élargissant la composition des CRC à d'autres ministères.

151. **COP.** La 6ème session ordinaire du COP a eu lieu le 13/07/15 à Bouaké. Cette session a eu à examiner et approuver le PTBA révisé 2015 du PROPACOM. La 7ème session est prévue pour fin décembre 2015 afin d'examiner le projet de PTBA 2016 du PROPACOM et du PROPACOM Extension Ouest.

Révision du PTBA 2015

152. **Session extraordinaire du COP après CRC.** La mission de supervision de décembre 2014 avait recommandé à l'UCP de tenir une session extraordinaire du COP début mars 2015 à la suite des CRC de février et mars 2015. Ce COP devrait entériner les conclusions des CRC afin de soumettre à la non-objection du FIDA la prise en compte des éventuels nouveaux microprojets. Aucun microprojet n'ayant été approuvé, cette session extraordinaire du COP n'a pas eu lieu.

153. **Accompagnement dans la préparation des demandes de microprojets.** La mission note que seul le personnel de l'UCP appuie encore les OPA pour la préparation des dossiers soumis aux différents CRC et que le CRC 2015 n'avait approuvé aucun projet.

154. La mission recommande: i) que les antennes procèdent à un premier tri des projets soumis par les OPA pour éviter de soumettre aux CRC des projets non-pertinents; ii) et que l'on fasse appel ponctuellement à un opérateur pour aider dans la préparation de microprojets une fois approuvés par le CRC.

155. Par ailleurs, la mission est d'avis de faire le point des microprojets financés par type d'activités afin d'identifier les domaines d'appui disposant encore de marge de manœuvre. Cela permettra de susciter des demandes dans les domaines d'appui pouvant encore être financés. La prochaine mission de revue à mi-parcours devra aider à faire les réallocations nécessaires notamment pour ceux relatifs aux aménagements dont l'exécution arrive bientôt à terme.

156. Afin de conceptualiser le processus de sélection des microprojets par les CRC, la mission réitère sa précédente recommandation à savoir que les DRA, en collaboration avec les DDA, la DEP et les antennes du projet, soient chargés de dresser un bilan sur les dynamiques agricoles des différentes filières (production et marché) au niveau régional et ce, deux fois par an avant la tenue des séances de CRC.

Recommandation sur la Coordination et Gestion

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de recrutement du personnel complémentaire en cours	MINAGRI/DGPPS	Au plus tard fin février 2016
Améliorer la productivité du comité ad hoc en s'assurant: <ul style="list-style-type: none"> que le Comité ad hoc se réunisse effectivement tous les mois que les rapports mensuels soient transmis une semaine avant la tenue de la réunion mensuelle du Comité qu'au moins toutes les deux semaines le tableau de bord de suivi des aménagements soit transmis par le RIR à l'UCP et par le Coordonnateur au Comité etc. 	DGPPS	continu
Prendre toutes les dispositions requises pour l'opérationnalisation de l'étude sur les finances rurales	Coordo/ SFR	Fin mars 2016
Renforcer les capacités du personnel de l'UCP en étude et évaluation des microprojets soumis	Coordo	Immédiat et continu
Faire appel ponctuellement à un opérateur pour aider dans la préparation de microprojets une fois approuvés par le CRC	Chefs d'antennes	Immédiat et continu
Faire le point des microprojets financés par type d'activités afin d'identifier les domaines d'appui disposant encore de marge de manœuvre.	Chefs d'antennes	immédiat
Formaliser rapidement la désignation des membres de tous les CRC restants	Chefs d'antennes	immédiat
Faire systématiquement l'évaluation de chaque microprojet achevé	CSE	immédiat
S'assurer que les CRC se réunissent au moins deux fois dans l'année	Chefs d'antennes	continu
Produire, par la DRA, en collaboration avec les DDA, la DEP et les antennes du projet, un bilan sur les dynamiques agricoles des différentes filières (production et marché) au niveau régional et ce, deux fois par an avant la tenue des séances de CRC.	DEP	Immédiat et continu

Suivi-Evaluation

157. **Informatisation du Système de Suivi-Evaluation.** Le travail de renseignement de la base de données de la plateforme web multi-projets est quasiment achevé et les données mises à jour.

158. La mission demande à l'UCP de terminer dans les meilleurs délais la saisie des données, de diffuser le site web du projet et de rendre opérationnel le système informatisé de suivi-évaluation. Elle souligne la nécessité d'organiser des sessions de formation sur l'utilisation du système de suivi-évaluation à l'attention de tous les membres et partenaires de l'UCP.

159. **Manuel des procédures du système de suivi-évaluation.** La version achevée de ce manuel est disponible et a intégré les mises à jour: i) du Manuel des procédures financières, administratives et comptables, (ii) du Manuel d'exécution du projet et iii) du Manuel de financement des microprojets.

160. **Organisation de réunions d'équipe mensuelles.** Ces réunions sont un moyen de partager les informations afin de mettre tous les agents du projet au même niveau de connaissance sur la mise en œuvre du projet et de prendre collectivement des décisions s'y rapportant. Elles sont indispensables pour renforcer l'esprit d'équipe, et le suivi régulier des activités du projet. Deux réunions ont eu lieu les 13/11/15 à Korhogo et le 27/11/15 à Bouaké pour faire le point de l'exécution du PTBA révisé 2015 et échanger sur les perspectives du PTBA 2016.

161. La mission recommande la tenue d'une réunion: i) hebdomadaire au niveau de chaque antenne; ii) mensuelle entre le siège de l'UCP et l'ensemble des chefs d'antenne; iii) trimestrielle tournante réunissant l'ensemble des cadres des antennes et du siège. En outre la mission est d'avis qu'il faut élaborer à cet effet un format standard pour les rapports à soumettre lors de ces réunions. Il est recommandé que les rapports sanctionnant les différentes réunions soient partagés en interne et, pour ce qui concerne les réunions mensuelles et trimestrielles, avec le comité ad hoc.

Rapportage et suivi des activités sur le terrain

162. Tous les services de l'UCP (technique, financier au niveau de la coordination et des antennes, et les bénéficiaires) doivent participer à la collecte des données et des informations. Ce travail de collecte doit être cohérent, efficace et organisé autour d'un rapportage interne hebdomadaire, mensuel sur la base duquel seront établis les rapports trimestriel, semestriel et annuel sur l'état d'avancement du PTBA et du projet.

163. Prenant en compte les recommandations de la mission de supervision de mai 2015, l'UCP a produit des rapports sur les activités du projet en rapport avec les indicateurs de performance du cadre logique.

Suivi-évaluation externe

164. Le dispositif de suivi externe mis en place par le MINAGRI s'appuie sur l'analyse des données fournies par le système de S&E interne et des missions de la DEP sur le terrain. Au regard des difficultés et retards accumulés dans la mise en œuvre du projet, ce dispositif a été renforcé par la mise en place d'une cellule technique d'appui (comité ad hoc)

165. La mission réitère sa recommandation de voir le MINAGRI conduire des missions trimestrielles de terrain par an au moins ainsi qu'un suivi de proximité par les DRA.

Recommandation sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Organiser la tenue des réunions ci-après: i) hebdomadaire au niveau de l'UCP et de chaque antenne ii) mensuelle entre le siège de l'UCP et l'ensemble des chefs d'antenne iii) trimestrielle tournante réunissant l'ensemble des cadres des antennes et du siège.	Coordo / CSE	Immédiat et continu
Elaborer des formats standards en vue des rapports sanctionnant les différentes réunions recommandées	CSE	Immédiat et continu
Partager les rapports des réunions recommandées d'abord en interne et, pour ce qui concerne les rapports mensuels et trimestriels, avec le comité ad hoc	Coordo / CSE	Immédiat et continu
Organiser des sessions de formation sur l'utilisation du système de suivi évaluation au bénéfice de l'UCP	RSE/CSE	Immédiat et continu
Conduire, au moins deux fois par an, des missions de terrain de la DEP en y associant tous les ministères impliqués ainsi qu'un suivi de proximité par les DRA	DEP /DRA	Immédiat et continu

D. Etat d'avancement de l'exécution du projet

166. D'une manière générale, les résultats cumulés du PROPACOM depuis sa mise en vigueur en 2012 ne sont toujours pas satisfaisants, particulièrement pour le volet «aménagements hydroagricoles» auquel est subordonnée la production rizicole et maraîchère. Les autres volets relatifs à la «mécanisation», la «transformation/ commercialisation» et les «infrastructures marchandes» accusent également des retards importants.

167. Les précédentes missions de supervision avaient relevé des insuffisances dans la planification/programmation des activités. Lors de la présente, les membres de la mission ont noté des progrès en matière d'analyse des offres, de numérotation et d'approbation des marchés. Avec le nouveau décret sur la procédure simplifiée de passation des marchés (décret 2015-525 du 15 juillet 2015) et l'arrêté 693/NPMB/DGBF/DMP du 16/9/2015, ces améliorations vont être amplifiées.

168. Les autres contraintes pouvant ralentir la mise en œuvre du projet sont, entre autres:

- les retards constatés dans le recrutement du personnel additionnel; pour lesquels la mission recommande d'une part, d'accélérer le processus de recrutement et, d'autre part, de faire temporairement appel à des consultants,
- la mission relève le faible suivi par l'UCP des activités sur le terrain et attire son attention sur le fait que la stratégie du «faire-faire» ne doit pas occulter son rôle et ses responsabilités en matière de suivi des activités sur le terrain,
- la mission s'inquiète sérieusement des retards dans la soumission ou la validation des études techniques et le démarrage des travaux, compromettant ainsi l'exécution du volet production agricole. Elle note les mises en demeure adressées par l'UCP à certaines entreprises concernées, voire la mise en régie de certains contrats. Elle demande à l'UCP de faire preuve de plus de proactivité et de responsabilité. Il convient d'envisager des mesures plus coercitives à l'endroit des prestataires allant jusqu'à la résiliation pure et simple des marchés en cas de non-respect des engagements contractuels.

Recommandation sur l'état d'avancement de l'exécution du projet

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de recrutement et faire temporairement appel à des consultants	DGPPS / Coordonnateur	immédiat
Faire preuve de plus de proactivité et de responsabilité en prenant des mesures plus coercitives à l'endroit des prestataires défaillants pouvant aller jusqu'à la résiliation pure et simple des marchés en cas de non-respect des engagements contractuels	UCP/ RPP/ Coordonnateur	immédiat

E. Aspects fiduciaires

169. **Gestion administrative du projet.** Le PROPACOM dispose d'un manuel de procédures réactualisé et approuvé le 25 septembre 2015 par le FIDA, ainsi que du logiciel comptable TOM2PRO. Le manuel devra être complété par: i) la prise en compte dans l'organigramme de la fonction de l'Agent comptable, qui dépend hiérarchiquement de l'Agent comptable de la Dette Publique, ii) la description des procédures concernant la prise en compte de la participation des bénéficiaires (en nature et en numéraire).

170. Par ailleurs les Chargés Administratifs Financiers et Marchés (CAFM) de Korhogo et Man ne sont pas encore recrutés.

171. La mission recommande: i) de mettre à jour le Manuel de procédures au plus tard le 29/02/2016, ii) d'accélérer le recrutement des CAFM de Korhogo et Man.

172. **Gestion du personnel.** L'effectif objectif de PROPACOM est de 37 personnes (dont six à recruter) et celui du PROPACOM Extension de 25 (dont 16 à recruter). La mission a noté que 28 contrats 2015 du personnel ancien PRAREP/PROPACOM arrivés à échéance le 31/12/2014 n'ont pas été renouvelés en 2015; alors que douze personnes nouvellement recrutées ou transférées sur le PROPACOM Extension ont signé de nouveaux contrats sur la base du contrat type approuvé par le FIDA.

173. Les dossiers du personnel, suivis par le logisticien avant suppression du poste, ne sont pas tenus conformément aux procédures notamment en ce qui concerne les pièces constitutives du dossier (absence de pièces administratives, absence des évaluations de performances annuelles, certains contrats non datés..).

174. Les évaluations de performance 2015 du personnel n'ont pas été réalisées alors que la reconduction des contrats est conditionnée par lesdites évaluations.

175. La mission a noté que les droits cumulés de congés du personnel sont importants car variant entre 50 et 110 jours pour 11 employés.

176. La mission recommande à la Coordination: i) de procéder dans les plus brefs délais aux évaluations de performance du personnel, ii) d'établir et de régulariser les contrats 2015, iii) de mettre à jour les dossiers du personnel par le RAF qui doit en assurer la garde et, iv) d'étudier la possibilité de permettre la récupération des congés dus au cours de l'année 2016, en tenant compte des périodes de faible activité.

177. **Comptabilité.** La comptabilité tenue sur le logiciel TOM2PRO est à jour au 30/11/2015. La mission a noté que les modules marché et suivi des contrats ne sont pas exploités.

178. Dans le cadre de l'exécution du projet au niveau des antennes, il a été envisagé d'installer TOM2PRO (multi projets, multi site, réseau) au niveau de chaque antenne pour la saisie de la comptabilité et le suivi des marchés par les CAFM. A cet effet, une cotation a été demandée au fournisseur qui a proposé un montant total de 42 074 167 FCFA. Cette cotation est excessive au vu du rapport coût/opportunité d'une part; des contraintes liées au recrutement des deux CAFM restants, de l'acquisition et l'installation du matériel informatique d'autre part ce qui va retarder la mise en service du logiciel en début d'année 2016 et par conséquent la comptabilité 2016 du projet.

179. La mission, après échanges avec les services financiers et le RPM, recommande:

- une nouvelle cotation pour une version Tom2pro, Tom2marché et Tom2paie uniquement en option multi projets avec la formation du RPM du RAF et des comptables (y compris les CAFM),
- le paramétrage des nouvelles informations sur TOMPRO pour que les Etats certifiés des dépenses (ECD) continuent à être générés directement du logiciel comptable avec l'introduction des ECD "Intelligents" (Smart SOE's) dont le but majeur est de renseigner mieux sur les dépenses réclamées,
- la mise en place d'états de pré saisie mensuels des opérations de banque au niveau de chaque antenne, envoyés à la fin de chaque mois par le CAFM avec les pièces justificatives et le relevé du compte bancaire à l'UCP pour que le service comptable procède à la saisie dans les comptes.

180. **Immobilisations.** Le projet dispose d'un registre des immobilisations qui n'est pas régulièrement mis à jour, notamment leur état actuel. Par ailleurs, les biens et matériels acquis sur financement PROPACOM ne portent pas d'étiquettes d'identification. La mission constate que tous les actifs transférés par le PPMS et le PRAREP ne sont toujours pas valorisés en vue d'être comptabilisés au PROPACOM.

181. La mission recommande lors de l'inventaire de fin d'année que l'état des biens soit indiqué en même temps que leur marquage. En outre, elle recommande que le MINAGRI transfère de façon officielle les biens du PRAREP au PROPACOM.

182. **Passation des marchés.** Le PPM a été approuvé par le FIDA le 30/01/2015. Le taux d'exécution global des activités du PPM 2015 s'élève à 26,83% pour une exécution financière de 41,75%. Cette performance n'est pas satisfaisante du fait du très faible taux d'exécution des travaux de 0,57%.

183. Le PPM 2015 révisé porte sur 55 marchés pour un montant de 4 697 360 875 FCFA. Le PPM bien que renseigné ne fournit pas d'informations sur les raisons du retard de l'exécution d'une activité programmée.

LIBELLES	Prévisions		Réalizations		
	Nbre	Montants (000) CFA	Nbre	Montants (000) CFA	%
Fournitures	17	998 210	10	707 963	70,92%
Travaux	10	2 582 980	1	14 815	0,57%
Consultant	28	1 093 171	9	537 570	49,18%
TOTAL	55	4 697 361		1 260 348	26,83%

184. La mission relève les faiblesses suivantes: i) les retards dans l'exécution des études ont un impact sur le recrutement des entreprises en charge des travaux, ce qui occasionne des coûts importants pour le projet et des lenteurs dans l'exécution de certaines étapes de passation des marchés; ii) l'existence de marchés parfois infructueux, iii) des délais d'approbation des marchés.

185. La mission a également noté une amélioration dans la maîtrise et le suivi du processus de passation des marchés avec l'arrivée du RPM.

186. La mission a noté que les procédures de passation des marchés ont été simplifiées à travers le décret 2015-525 du 15/07/2015 et l'arrêté 693/MPMB/DGBF/DMP du 16/09/2015. En effet, les marchés en

dessous de 200 millions seront désormais approuvés par le Coordonnateur et, par ailleurs, les attributions de marchés par la COJO sont définitives. Cependant ces procédures simplifiées ne s'appliqueront pas aux marchés de travaux ou de consultants relatifs aux études et contrôles dont les lignes budgétaires dans le SIGFIP sont au-dessus du seuil de référence de 100 millions de FCFA.

187. La mission a examiné les contrats qui ont été dans l'ensemble passés dans le respect des modalités d'acquisition. Elle a relevé des incohérences dans l'avis publié par la DRMP dans le journal officiel des marchés publics: la date limite de dépôt des offres au MINAGRI (Abidjan) et à l'UCP (Bouaké) est la même que celle de l'ouverture des plis à Bouaké.

188. La mission recommande la mise à jour du Manuel des procédures pour la prise en compte des procédures spécifiques découlant de l'arrêté 693: procédure simplifiée de demande de cotation (PSC), procédure simplifiée à compétition limitée (PSL) et procédure simplifiée à compétition ouverte (PSO). Elle recommande aussi une plus grande vigilance et rigueur dans l'évaluation des capacités financière et d'exécution des soumissionnaires.

189. **Suivi de l'exécution des marchés.** Le suivi des contrats sur Tompro n'est pas satisfaisant, un suivi sur Excel est assuré par le comptable. La mission a relevé que sur l'ensemble des contrats, totalisant 5,372 milliards, il reste un reliquat à payer de 1,955 milliards de FCFA représentant 36,4% du total des contrats.

190. L'examen de l'exécution des marchés ci-dessous a révélé une insuffisance dans leur suivi au niveau de l'UCP, la procédure ADM 19 du Manuel de procédures est succincte et ne décrit pas de manière détaillée le suivi du respect des conditions contractuelles (respect des délais, mise en demeure, rupture et application des pénalités de retard), ce qui a eu pour conséquence:

- le non-respect des délais contractuels,
- l'absence de volonté d'application de résiliation conformément aux textes en vigueur. C'est ainsi que la mission a relevé l'envoi de mise en demeure puis d'une mise en demeure N°2 pour une même entreprise, et parfois de plusieurs relances dans certains cas.

Entreprise	Nombre marchés en cours	Montant total	Reliquat	Observations
AMCI	4	138 292 797	126 799 568	<ul style="list-style-type: none"> • Retard importants dans l'exécution • le prestataire a été mis en demeure sur un contrat en mars 2015 puis mis en pénalités en août 2015
ANADER	5	59 827 726	23 218 927	Pas de problème d'exécution
BANI	4	94 840 593	41 046 665	<ul style="list-style-type: none"> • Retard lié à la défaillance des entreprises CITI et EGCR qui ont respectivement fait l'objet de mise en demeure et de mise en pénalité
BAT FORCE	2	184 848 900	118 707 703	<ul style="list-style-type: none"> • L'OS de démarrage a été émis pour période de 135 jours allant du 30/01/15 au 30/04/15. Sur requête du Bureau de contrôle SOGED/2EC, la réception provisoire aura lieu le 06/01/2016
ENT	2	245 467 750	188 569 150	<ul style="list-style-type: none"> • L'OS de démarrage a été émis le 18/02/2015 pour un délai de 120 jours. Un constat contradictoire des travaux exécutés a eu lieu du 11 au 14/11/2015 avant la mise en régie partielle initiée le 08/12/2015
GLOBAL KHIS	2	338 892 455	246 550 453	<ul style="list-style-type: none"> • L'OS de démarrage a été émis pour période allant du 27/04/15 au 26/07/15 pour les travaux sur 5 sites
SETICO INTER	3	96 587 959	96 587 959	<ul style="list-style-type: none"> • Retard important : le rapport définitif était attendu le 21 juillet 2015, une mise en demeure assortie de mise en pénalités notifiée au prestataire le 16 juillet 2015. Un rapport provisoire jugé non recevable (pas les plans d'aménagement et plans des ouvrages) reçu le 31 août 2015. Les plans suscités ont été livrés le 14 octobre 2015. L'examen combiné des documents écrits et des plans fournis a révélé de grosses incohérences. Pour permettre le lancement des DAO, une séance de travail a été organisée avec le prestataire du 2 au 3 décembre 2015 pour apporter un appui dans la finalisation des devis quantitatifs. Les rapports doivent être livrés au plus tard le 29 janvier 2016

191. La mission a rencontré le Directeur Régional des Marchés Publics (DRMP), qui a rappelé que lorsqu'une entreprise ne respecte pas les délais contractuels, l'Autorité contractante a la possibilité de la mettre en demeure, si elle ne réagit pas dans les dix jours, le contractant peut engager la procédure de résiliation par saisine de la DRMP qui est tenue d'instruire le dossier dans les dix jours.

192. La mission recommande: (i) l'analyse et la fiabilisation du module de suivi des contrats et marchés Tom2pro; ii) de compléter la procédure ADM 19 «suivi des contrats» en traitant du respect des conditions contractuelles relatives aux délais, mise en demeure et résiliation; iii) que le suivi financier soit effectué sur la base de dossiers comprenant une copie du contrat, l'ordre de service déchargé par l'entreprise, situation des pénalités contractuelles au moment des règlements; iv) que le RPM assure le suivi physique (en rapport avec le RSE) et par conséquent toute la procédure menant éventuellement à la résiliation.

193. **Le PTBA 2015** a été adopté le 29/12/2014 par le Comité de Pilotage et approuvé le 30/01/2015 par le FIDA. Au 30 novembre 2015, les réalisations du PTBA 2015 sont de 2 342 937 497 FCFA, soit un taux d'exécution financière de 76,73%. Cette situation n'est pas satisfaisante et nécessite une planification pluriannuelle et un renforcement du suivi budgétaire non opérationnel.

194. Le taux d'exécution financière du PTBA 2015 par composante est le suivant: Amélioration de l'offre de produits agricoles (79%); Valorisation et mise en marché (30%); Coordination, Suivi/Evaluation et gestion des Savoirs (99%).

195. Le taux d'exécution financier du PTBA 2015 par catégorie est le suivant:

Catégorie	Taux en %
Génie Civil et Rural	52
Equipement, moyens de transport, matériel et intrants	88
Etudes, formation, information, assistance technique	121
Fonds de roulement pour l'achat de paddy	0
Salaires et indemnités	59
Coût de fonctionnement	93
Global	77

196. **Contrôle interne.** Le personnel du projet devrait être mieux informé et sensibilisé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA ainsi que les personnes idoines à contacter sans délai dans tous les cas de dénonciation ou de suspicion de fraude reçus par le projet (dont notamment le FIDA et la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance entre autres).

197. La mission a constaté que la qualité de classement des documents et la tenue des archives n'est pas optimale et que la majorité des paiements aux ONG et aux entreprises sont payés via ordre de virement engendrant des frais bancaires très élevés. Aussi la mission recommande-t-elle de rapprocher les structures bancaires afin de négocier un taux acceptable.

198. **Audit des comptes.** L'audit des comptes 2014 a été réalisé par le cabinet KPMG et soumis dans les délais au FIDA. L'auditeur a émis des opinions sans réserve sur les états financiers, la conformité de l'exécution du projet avec les termes de l'accord de financement FIDA et les demandes de remboursement de fonds et de paiement direct.

199. La mission a noté, au cours de la mission sous revue, qu'une seule des cinq recommandations de l'auditeur n'a pas encore été réalisée: à savoir celle relative au suivi des contrats.

200. **Décaissements.** Au 30/11/2015 le projet a décaissé 42,66% sur le don PROPACOM, en prenant en compte les DRF 1 à 15 (y compris le dépôt initial de 1 004 928,63 DTS). Hors dépôt initial, le don est décaissé à hauteur de 35,73% (cf. Table 5C en annexe).

201. Le taux de décaissement de la catégorie I est très bas (7,97%). Par ailleurs, la mission a noté des taux d'exécution élevés des catégories "Etudes, formation, information, assistance technique" (112,41%) et "salaires et indemnités" (101,44%), une projection au 31/12/2015 porte ces taux respectivement à 113,09% et 112,14%.

202. Sur le prêt/don FIDA PROPACOM Extension, aucun décaissement n'a été effectué au 30/11/2015 alors que sur le don ASAP l'avance initiale a été décaissée pour 350.000.000 FCFA correspondant à 414 369,80 DTS.

203. La mission attire l'attention du projet sur la probable réallocation à proposer lors de la revue à mi-parcours pour le PROPACOM

Compte spécial du don PROPACOM consolidé au 30/11/2015

Dépôt Initial en XOF	750 000 000	
Solde sur le compte spécial BNI Abidjan		- 85 220
Solde sur les comptes d'opération		37 901 214
DRF en cours de traitement (DRF 17)		356 825 359
DRF non encore créditée (DRF 15)		269 036 944
Montant non encore sollicité pour DRF		86 321 703
Total		750 000 000

204. **Fonds de contrepartie.** Le montant cumulé à date de la contrepartie comptabilisée en numéraire et exonérations d'impôts et taxes, est de 846 200 USD / 5 410 000 USD. Ainsi, par rapport aux engagements de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du projet, le taux de réalisation est de 15,64%. Le montant total estimé de la contribution des bénéficiaires est de 1 056 000 USD sur la durée du projet.

205. **Etats certifiés des dépenses (ECD).** Les demandes de réapprovisionnement du compte désigné (DRF n°13, 15 et n°17) ont été élaborées par le projet après la mission de supervision de mai 2015. La mission a passé en revue par échantillonnage les ECD de ces DRF; sur la DRF 17 la facture d'avance de CATEP de 4 617 203 CFA a été payée sans que la caution bancaire prévue dans le contrat ne soit produite.

206. La mission a noté que:

- les rapports d'étude ou de suivi justifiant la réalisation des livrables ne sont ni datés ni signés par les prestataires. Par ailleurs leur validation est faite directement sur la page de couverture dudit rapport par le Responsable en charge de l'activité,
- les pièces justificatives correspondent à des copies (ou photocopies), les pièces originales sont conservées par l'Agent comptable comme exigé par la législation en matière de comptabilité publique.

207. La mission recommande: i) aux services financiers de procéder avec plus de rigueur aux contrôles en matière de respect des conditions contractuelles avant tout paiement, ii) que les rapports d'étude ou de suivi soient désormais signés et datés par le prestataire, iii) qu'une feuille Excel détaillant les montants groupés par factures et par type de dépenses soit préparée et jointe à la demande de paiement; iv) que les procès-verbaux de sélection des fournisseurs soient annexés à leur demande de paiement et v) que l'Agent comptable authentifie les copies des pièces justificatives (factures notamment) par l'apposition d'un cachet «conforme à l'original».

Recommandation sur les aspects fiduciaires

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
<u>Gestion administrative</u>		
<ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour le manuel de procédures Accélérer le recrutement des CAFM de Korhogo et Man 	Coordo /RAF	au plus tard le 29/02/2016
<u>Gestion du personnel.</u>		
<ul style="list-style-type: none"> Procéder dans les plus brefs délais aux évaluations de performance du personnel Etablir et régulariser les contrats 2015 Mettre à jour les dossiers du personnel par le RAF qui doit en assurer la garde Etudier la possibilité de permettre la récupération des congés dus au cours de l'année 2016, en tenant compte des périodes de faible activité 	Coordo /RAF Coordo RAF RAF	31/12/2015 31/12/2015 Continu Continu
<u>Contrôle interne</u>		
<ul style="list-style-type: none"> Approcher les structures bancaires afin de négocier l'application de frais bancaires acceptables 	Coordo / Agent comptable de la Dette Publique	Immédiat
<u>Comptabilité</u>		
<ul style="list-style-type: none"> Une nouvelle cotation pour une version Tom2pro, Tom2marché et Tom2paie uniquement en option multi projets avec la formation du RPM du RAF et des comptables (y compris les CAFM) Prendre en compte, lors du paramétrage des nouvelles informations sur TOMPRO, l'introduction des ECD "Intelligents" (Smart SOE's) La mise en place d'états de pré saisie mensuels des opérations de banque au niveau de chaque antenne, envoyés à la fin de chaque mois par le CAFM avec les pièces justificatives et le relevé du compte bancaire à l'UCP pour que le service comptable procède à la saisie dans les comptes 	RPM/RAF RAF RAF/ Comptable	31/12/2015 31/01/2016 31/12/2015
<u>Immobilisations</u>		
<ul style="list-style-type: none"> Procéder au marquage et établir l'état des biens lors de l'inventaire de fin d'année Procéder au transfert officiel des biens du PRAREP au PROPACOM par le MINAGRI 	RAF/Comptable Coordo /RAF	31/12/2015 31/12/2015
<u>Passation de marchés</u>		
<ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour le manuel des procédures pour la prise en compte des procédures spécifiques découlant de l'arrêté 693 procédure simplifiée de demande de cotation (PSC), procédure simplifiée à compétition limitée (PSL) et procédure simplifiée à compétition ouverte (PSO) Prendre en compte les capacités financière et d'exécution, ainsi que le nombre de contrats en cours avec les soumissionnaires dans l'évaluation de ceux-ci 	Coordo/RAF Coordo/RPM	au plus tard le 29/02/2016 Immédiat et continu
<u>Suivi de l'exécution des marchés</u>		
<ul style="list-style-type: none"> Analyse et fiabilisation du module de suivi des contrats et marchés Tom2pro Compléter la procédure ADM 19 «suivi des contrats» en traitant du respect des conditions contractuelles relatives aux délais, mise en demeure et résiliation Effectuer le suivi financier sur la base de dossiers comprenant une copie du contrat, l'ordre de service déchargé par l'entreprise, situation des pénalités contractuelles au moment des règlements Assurer le suivi physique et par conséquent toute la procédure menant éventuellement à la résiliation 	RAF Coordo/RAF RAF RPM/RSE	31/0/2016 au plus tard le 29/02/2016 Continu Continu
<u>Etats certifiés de dépenses</u>		
<ul style="list-style-type: none"> Procéder avec plus de rigueur aux contrôles en matière de respect des conditions contractuelles avant tout paiement Joindre à la demande de paiement groupé une feuille Excel détaillant les montants par factures et par type de dépenses S'assurer que les rapports d'étude ou de suivi sont désormais signés et datés par le prestataire Faire authentifier les copies des pièces justificatives (factures notamment) par l'apposition d'un cachet «conforme à l'original». 	RAF/Comptable RAF RIR/RAF Agent comptable	Continu Continu Continu Continu

F. Durabilité

208. La mission a constaté que les propositions faites par la dernière mission de supervision ont été particulièrement prises en compte, à savoir: la délivrance de formation en organisation et en matière technique, la classification des OPA selon leur degré de maturité, la mise en place de comités techniques de gestion spécialisés (intrants, aménagement, commercialisation, etc.), ainsi que la formation de formateurs endogènes.

209. Toutefois, suite aux échanges avec l'UCP et les prestataires d'appui-accompagnement des OPA, il est encore apparu que certains éléments clés pour une pérennisation effective ne sont pas suffisamment pris en compte dans la mise en œuvre du projet, à savoir:

- L'Approche "Plan d'affaire" qui requiert que tout appui aux OPA soit conduit sur la base d'un plan d'affaire développé sur la durée totale du PROPACOM. En effet, la viabilité des OPA reposant principalement sur les revenus autonomes qu'elles tirent de leurs activités de commercialisation, ces plans d'affaires doivent être soutenus par des stratégies de commercialisation adaptées au niveau de maturité des OPA bénéficiaires. Ils permettront de soutenir une demande de financement auprès d'une institution financière.
- La bancarisation des OPA pour faciliter l'accès des OPA au crédit pour le financement durable des campagnes agricoles et des équipements. Pour cela, le projet devra faciliter l'établissement de relations stables entre les institutions financières (IF) et les OPA à travers l'ouverture de comptes bancaires qui serviront à: i) recevoir les dotations en intrants octroyées par le projet et leur reconstitution par les OPA; une partie de la reconstitution (15%) constituera une épargne de garantie pour accéder à un prêt pour la prochaine campagne; ii) effectuer le paiement des fournisseurs directement par les IF; et iii) recueillir les contributions du projet et des bénéficiaires relatif à l'acquisition des équipements à crédit.
 La viabilité et l'efficacité de ce mécanisme requiert une bonne appropriation par toutes les parties prenantes et donc un guide opérationnel sur son fonctionnement.
- L'évaluation de l'impact des formations diffusées pour permettre de s'assurer du transfert effectif des compétences et connaissances aux OPA. Une telle évaluation requiert la conception d'instruments harmonisés de suivi et d'évaluation qui permettront de vérifier si les objectifs de formations fixés ont été atteints et également si les capacités et connaissances ont été effectivement acquises et appliquées par les OPA. L'atteinte de ces objectifs doit se traduire en situation réelle par des comportements professionnels, l'efficacité de l'offre de services des OPA et une autonomie de gestion qui intègre un processus décisionnel démocratique et des principes de participation des membres.

Recommandation sur la Durabilité

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Faire élaborer, par les prestataires d'appui à la structuration et la gestion des OPA bénéficiaires, des plans d'affaires et des stratégies de commercialisation	COPAs/ SFR/ CTC	Fin mars 2016 et continu
Concevoir avec l'appui des prestataires à la structuration et la gestion des OPA, des instruments harmonisés de suivi et d'évaluation des impacts des formations techniques et organisationnelles diffusées ainsi que les taux d'adoption des techniques de vulgarisation agricole	RSE/CSE/	immédiat
Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation permettant de mesurer les impacts des appuis à la structuration et des formations, et de suivre l'évolution du passage des OPA d'un niveau de maturité à un autre	RSE/COPA	immédiat
Faire établir des partenariats entre les OPA et les IF en vue de faciliter l'ouverture de comptes destiné à recevoir les dotations en intrants et récupérer leur remboursement, ainsi que la contribution des OPA pour l'acquisition des équipements	Coordo / COPA/ RFR	Immédiat
Instruire le SFR pour qu'il élabore une feuille de route décrivant la manière dont seront opérationnalisés les résultats de l'étude réalisée par le DID et portant sur l'accès des OPA au financement de leurs activités y compris l'inclusion financière	SFR/ RPM/ Agent comptable	Avril 2016
Rédiger les TDR en vue du recrutement d'un consultant chargé d'élaborer une convention devant régir le partenariat PROPACOM-IF-OPA ; en cours	SFR/ RPM/ Agent comptable	Avril 2016

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
de rédaction afin d'aboutir d'ici fin avril 2016 à l'élaboration d'un projet de convention avec les IF partenaires		
Elaborer, sur la base du Manuel sur le financement des microprojets, un guide sur le mécanisme de financement des intrants et équipements du PROPACOM	SFR	Avril 2016

G. Autres aspects

Prise en compte du genre

210. La mission constate qu'une bonne proportion de bénéficiaires du projet (environ 40%) est constituée de femmes et de jeunes. Le contexte culturel, surtout au Nord, reste malgré les sensibilisations effectuées, un facteur limitant à l'accès des femmes à la terre, ainsi que leur participation aux sphères de décision. Cependant, le maraîchage offre des possibilités de revenus et d'accès à la terre aux femmes et aux jeunes. La mise en place des systèmes d'irrigation a pour conséquence également d'alléger la charge de travail des femmes, ce qui leur permettra de se consacrer à d'autres activités, éventuellement aux séances d'alphabétisation et de formations.

211. Dans les OPA rizicoles ou de production de maïs exploitant de large superficie, les femmes sont en minorité et participent très peu au processus de prise de décisions. La majorité d'entre elles ne maîtrisent ni l'organisation, ni le fonctionnement de leurs structures. En outre, en application de la stratégie d'appui conseil, très peu de femmes sont formées comme formateurs endogènes (moins 1/3 des membres formés). Une contrainte majeure à la formation des femmes et à leur participation est leur analphabétisme. Au sein des OPA, la majorité des femmes est analphabète.

212. Pour la prise en compte efficace des besoins des femmes et des jeunes dans les activités du PROPACOM, l'UCP a: i) élaboré des critères de sélection des microprojets favorables aux OPA ayant parmi leurs membres des femmes et des jeunes, ii) organisé une sensibilisation de proximité auprès des groupements et coopératives de producteurs sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans les organes de direction, iii) diffusé des formations en alphabétisation fonctionnelle.

213. Cependant, en vue d'une prise en compte systématique et efficace des besoins des femmes et des jeunes en particulier les jeunes filles par le projet, il est souhaitable d'élaborer une stratégie genre qui sera étendue au PROPACOM Extension Ouest. Cette stratégie devra être basée sur une approche transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre dans le cadre de la mise en œuvre des composantes et activités du projet.

214. Une situation de référence devra être établie pour mesurer le progrès de la mise en œuvre de la stratégie genre. Pour ce faire, des outils de collecte et de suivi seront développés.

215. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie genre, il conviendra d'impliquer davantage le Ministère en charge des questions des femmes et des jeunes à travers des partenariats stratégiques sur les questions spécifiques de l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de productions, au financement et aux formations

Recommandation sur la prise en compte du Genre

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Développer et mettre en œuvre une stratégie genre	COPAs	Mai 2016
Poursuivre la sensibilisation de proximité auprès des groupements et des coopératives de producteurs sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans les organes de direction des OPA	COPAs	Continu
Etablir une situation de référence pour mesurer le progrès de la mise en œuvre de la stratégie genre	RSE	Immédiat
Développer des outils de collecte et de suivi pour la mise en œuvre de la stratégie genre	RSE / CSE	Avril 2016

Contribution sur l'environnement et l'adaptation au changement climatique

216. **Effets du changement climatique.** Les zones PROPACOM subissent des perturbations de la pluviométrie et du cycle naturel de l'eau (tarissement, reconstitution des nappes, etc.). L'irrégularité des pluies consiste à la fois en un retard dans la saison des pluies, une interruption brusque des précipitations,

un raccourcissement de la saison humide et une plus faible pluviométrie annuelle, une plus forte incidence de l'harmattan. En revanche, dans la zone forestière de PROPACOM Extension Ouest il y a une augmentation du volume et de l'intensité des pluies et une augmentation des risques d'inondation.

217. **Enjeux d'adaptation au changement climatique dans les activités du projet.** Pour les petits agriculteurs des zones soudanienne et soudano-guinéenne, les perturbations climatiques se traduisent avant tout en: i) une mauvaise répartition des pluies; ii) une raréfaction des ressources en eau; iii) le dérèglement du calendrier cultural; iv) une saison culturale raccourcie. Pour renforcer la résilience des ménages ruraux face à ces enjeux, il est essentiel qu'ils soient sensibilisés au changement climatique, qu'ils reçoivent des informations sur les prévisions météorologiques, que les producteurs pratiquent une meilleure maîtrise de l'eau afin de disposer d'assez de ressources en eau, qu'ils calent le calendrier cultural sur les conditions de la saison et qu'ils utilisent des variétés à cycle court. Les enjeux sont différents dans la zone forestière de PROPACOM Extension Ouest, où l'augmentation de la pluviométrie crée des potentialités importantes pour la riziculture. Les aspects d'adaptation au changement climatique, bien que pris en compte dans les activités du projet menées en 2015, nécessitent un renforcement accentué et continu qui sera intégré par les actions ASAP.

218. **Dégradation de l'environnement.** Le plus important changement environnemental dans les zones du projet est la tendance à la transformation des savanes arborées en savanes herbeuses. Le déboisement en vue de satisfaire les besoins énergétiques des ménages est la plus importante cause anthropique de dégradation des terres. L'érosion, la dégradation et la perte de fertilité des sols représentent aussi d'importants problèmes environnementaux dans les zones d'intervention de PROPACOM ainsi que certaines pratiques culturales (cultures sur brûlis) et les feux de brousse. Dans la zone forestière de l'Ouest, l'augmentation d'intensité et de volume des pluies accentuent les l'érosion des sols, épuisés par la surexploitation.

219. **Respect de l'environnement.** Face à la dégradation des ressources naturelles, il faut mettre en œuvre toutes les activités du projet dans le plus grand respect de l'environnement. La mission a pu constater le démarrage de plusieurs activités respectueuses de l'environnement telles que la reconstitution de la fertilité des sols, le SRI, le compostage, l'irrigation goutte-à-goutte, les formations aux risques des pesticides. La mission recommande d'améliorer les performances du projet tout en respectant pleinement les normes environnementales en se rapprochant de l'ANDE pour commanditer les études d'impact environnemental et social (EIES) ou le Constat d'impact ou le Constat d'Exclusion catégorielle, selon les normes en vigueur pour les aménagements/réhabilitations hydro-agricoles et les infrastructures. L'UCP devra assurer la mise en œuvre des mesures de mitigation qui en résultent.

Recommandations3

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Organiser la formation/sensibilisation et la prise en compte des questions environnementales et climatiques à tous les niveaux et dans toutes les composantes	CPA / RIR	Avril 2016 et continu
Développer les synergies avec AfricaRice, le WAAPP et le CNRA pour promouvoir l'innovation et garantir aux producteurs des semences de qualité à cycle court	Coordo /CPA	Immédiat et continu
Se rapprocher de l'ANDE pour assurer le respect des normes environnementales en vigueur (EIES, Constat d'Impact, Constat d'Exclusion Catégorielle) pour les aménagements/réhabilitations hydro-agricoles et d'autres infrastructures susceptibles d'avoir des impacts sur l'environnement	RIR/CTC	Immédiat et continu
Renforcer les capacités du personnel de l'UCP pour une prise en compte adéquate des risques climatiques	Coordo	Immédiat et continu
Appuyer l'introduction du système de riziculture intensive (SRI) et la diffusion de bonnes pratiques agro-écologiques dans la riziculture (AfricaRice, acquis nationaux, et des pays comme le Benin) à travers notamment l'organisation de voyages d'études et de visites d'échanges aux CEP impliquant les paysans leaders	CPA/ RIR	Immédiat et dans le deuxième semestre
Promouvoir l'association des légumineuses dans la culture de maïs pour assurer la fertilisation organique des sols	CPA	Immédiat et continu
Développer davantage la formation aux produits phytosanitaires en introduisant des modules sur les engrais chimiques et la pollution environnementale	CPA	Immédiat et continu

³ Voir Appendice 1 : Produits et effets concernant l'environnement et l'adaptation au changement climatique par composante

Insérer l'acquisition des kits de protection en vue de l'utilisation sans risques des produits dangereux dans les PTBA et les DAO pour l'acquisition des intrants	CPA	Immédiat et continu
---	-----	---------------------

220. **Actions ASAP.** Dans le cadre de PROPACOM Extension Ouest, au démarrage il sera question de: i) assurer la sensibilisation du personnel de l'UCP et des antennes aux questions du changement climatique et aux actions prévues par le financement ASAP en faisant recours à un consultant, ii) effectuer une campagne de sensibilisation et d'information, y inclus une campagne radio participative, iii) sélectionner l'ONG locale qui assurera la diffusion de technologies de GDTE, (iv) mettre en place des sites SENTINELLE géo-référencés, v) développer le maillage des connaissances pluviométriques et agro-météorologiques des zones du projet, vi) réaliser les diagnostics nécessaires qui serviront à promouvoir les technologies d'agriculture de conservation appropriées aux spécificités des différentes ZAE (agroforesterie, jachères améliorées, cultures associées en semis sous couvert végétal, labour minimum ou zéro, etc.) et le reboisement communautaire en collaboration avec les services déconcentrés du MINEF. Il faudra aussi prendre en compte les risques climatiques via la protection adéquate des ouvrages hydro-agricoles en prêtant une attention particulière au drainage des bas-fonds touchés par les inondations.

H. Conclusion

221. Le PROPACOM, qui en est à sa quatrième année de mise en œuvre, affiche des résultats cumulés qui nécessitent d'être grandement améliorés, à savoir:

- des taux d'exécutions physiques et financiers cumulés qui ne sont respectivement que de 34,83% et 34,69%;
- un PTBA 2015 dont les taux de réalisation physique et financier sont respectivement de 52,40% et 76,73% à quelques jours de la fin de l'année;
- des retards importants pour le volet «aménagements hydroagricoles» dont dépendent par ailleurs les productions rizicoles et maraîchères ainsi que les volets commercialisation et transformation
- des retards dans le recrutement du personnel clé du projet, ce qui est préjudiciable à la mise en œuvre coordonnée du projet
- une grande partie des recommandations des missions de supervision et des missions du comité ad hoc ainsi d'ailleurs que certaines recommandation des rapports d'audit qui ne sont pas exécutées dans les délais prescrits;
- beaucoup d'entreprises défaillantes qui tardent encore à subir des mesures plus coercitives comme la résiliation.

222. Parmi les résultats plus positifs, on retiendra que:

- la gestion comptable du projet est globalement satisfaisante bien qu'il y'ait des retards dans la création d'agence comptable et la mise en place de certaines régies;
- tous les manuels ont été actualisés, notamment le Manuel des opérations, le Manuel de procédures administratives, financières et comptables ainsi que les Manuels de suivi-évaluation et de financement des microprojets;
- l'arrivée d'un RPM et les progrès notés en matière de gestion du processus de passation des marchés surtout la possibilité de faire appel aux nouvelles procédures simplifiées de passation des marchés;
- de même, dans le but d'assurer la durabilité des effets attendus du projet, on garde l'espoir que l'arrivée du SFR va permettre d'accélérer la conception et la mise en place effective, dans les plus brefs délais, d'une convention de partenariat entre les IF, les OPA et l'UCP;
- des efforts ont été initiés en matière de considérations environnementales et d'innovations dans le domaine de la fertilisation des sols ; etc.

223. Les principales préoccupations concernent les aspects administratifs et opérationnels notamment le suivi et le respect scrupuleux du PPM, la mise en place et le suivi d'un plan de fourniture des appuis conseils; le recrutement et la prise de service du personnel additionnel, la préparation de chronogramme de réalisation des aménagements hydro-agricoles suivi régulièrement et révisé tant que de besoin; une interaction plus régulière de l'UCP avec la DRMP et la préfecture pour accélérer les procédures de passation des marchés; des réunions plus régulières du Comité ad hoc sur la base de rapports mensuels et trimestriels soumis par l'UCP, un suivi régulier du projet par des missions du Ministère et les DRA, etc.

224. Pour le PROPACOM Extension Ouest, aucune activité importante du PTBA 2015 n'a pu être réalisée car la première partie du premier décaissement n'a eu lieu qu'en novembre 2015. Le PTBA 2016 a été revu par la mission et sa mise en œuvre devrait tirer profit de la mise en application des recommandations faites dans le présent rapport.

225. L'amélioration de la situation globale du projet nécessite de la part du Ministère de tutelle et de l'Unité de Coordination une réaction énergique pour sortir le PROPACOM de la liste des projets à risque afin que les bénéficiaires ultimes puissent en tirer tous les profits escomptés. Il appartiendra aussi au MINAGRI de veiller à ce que l'UCP intègre les contraintes climatiques dans tous les aménagements/réhabilitations hydro-agricoles, avec une attention particulière au drainage des bas-fonds touchés par les inondations.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1589 [1100001589]	No. du prêt/don DSF	1000004128
Projet	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	24/12/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	23/12/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/12/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2011			Coût total	28.97	
Accord	16/03/2012	Délai d'entrée en vigueur	3.1	FIDA Total	22.50	
Entrée en vigueur	16/03/2012	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	0.00	0
Premier décaissement	30/01/2013			Don DSF	22.50	42.6
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit	16/04/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2018			Financement national total	6.47	
Clôture	30/09/2018			Beneficiaries	1.06	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.41	4
				Cofinancement total externes		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	3	3
			8. Prise en climat et environnement	3	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. amélioration de l'offre de produits agricoles	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. valorisation et mise en marche	2	2	2. Autonomisation	3	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	3	3

B.5 Justification des notes

Conduite opérations administratives/financières/comptables satisfaisante (audit transmis avant échéance; situations comptables/financières consistantes/fiables/disponibles). Décaissement réel (DRF 15) 42,6%. Passation: registre contrats à jour. Dossiers bien classés/complets. Tableau suivi exécution financière/physique marchés/contrats à jour. Efforts accomplis planification/suivi rapproché PPM. Manuels actualisés pour tenir compte PROPACOM Ouest. Principaux prestataires recrutés. Mise en place système S&E + informatisation achevée. Production régulière rapports. PTBA 2015: Au 30/11 ex. physique 46,75%/fin. 77%. 71% des superficies à réhabiliter/aménager réalisées. Retard dans travaux réhabilitation/aménagement a compromis réalisation objectifs de production rizicole/maraichère. Etudes techniques sites rizicoles/maraichers en cours. Mesures prises pour améliorer exécution: rencontres tripartites (DRMP, COJO et UCP), réunion suivi rapproché, mise en demeure/pénalité. Dispositions prises pour garantir équité hommes-femmes dans mécanisme de sélection/accords de financement/note sur procédures prise en compte genre dans actions du projet. Appuis directs en intrants apportés à 19549 exploitants dont 52% femmes. Activités agricoles poursuivies en 2015 avec production de riz/maïs. production maïs 2014 = 4385 tonnes; attendue 2015 = 890 tonnes. Production paddy attendue 1422,5 tonnes en 2015. Production maraichère 84 tonnes d'oignon attendue 2016. Manuel de financement microprojets actualisé va renforcer ciblage pour prendre en compte plus de femmes/jeunes. Innovation. mise en place système irrigation californien sur site maraicher qui réduit durée/pénibilité travaux d'arrosage. Fertilisation raisonnée (doses effectives de fertilisants par nature de sol). Exploitants formés sur système de riziculture intensive (SRI) permettant d'améliorer rendements. Climat/environnement : initiatives pour améliorer calage cycles culturaux/perspectives de fertilisation raisonnée à travers analyse sols. Partenariat avec SODEXAM améliore dispositif d'analyse/exploitation des données climatiques. Vulgarisation/renforcement acteurs à l'utilisation compost en cours. Le PROPACOM Ouest/financement ASAP permettront de mieux adresser cette question. PTBA émanent des microprojets (MP) validés par les CRC. Les domaines d'appui contenus dans les MP sont traduits en activités dans PTBA. Bénéficiaires participent à la sélection prestataires/fournisseurs et au suivi-évaluation travaux sur le terrain.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	2	2
C.2 Sécurité alimentaire	2	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	2	2
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les réalisations du projet sur le terrain, à l'exception du maïs, sont encore peu visibles. Les objectifs de production rizicole ne n'ont pas encore atteint un niveau satisfaisant. Renforcer le suivi des prestataires et fournisseurs par l'application effective des sanctions prévues et à travers des rencontres périodiques avec la DRMP. Ce suivi de la bonne conduite des activités en cours devrait permettre d'inverser la tendance. Valorisation et mise en marché. Les infrastructures marchandes et les équipements de transformation-commercialisation au profit des OPA ne sont pas encore mis à disposition.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le projet accuse globalement un retard dans son exécution. Bien que la planification des activités se soit améliorée, l'exécution des marchés connaît des retards liés à la faible capacité des prestataires, au non-respect des délais contractuels, au suivi insuffisant exercé par l'UCP. Améliorer le suivi du processus de passation des marchés. Renforcer le suivi des prestataires et fournisseurs par l'application effective des sanctions prévues et à travers des rencontres périodiques avec la DRMP et le Préfet.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Centralisation de la passation des marchés au siège de l'UCP Faible suivi de l'exécution des marchés. Non application des mesures coercitives contre les prestataires défaillants
---------------------	---

Avancement de l'exécution du projet	Le faible suivi des marchés par l'UCP, la faible capacité des prestataires et le non-respect des délais contractuels sont de nature à compromettre les objectifs de production du projet. Le prolongement du retard dans le recrutement du personnel complémentaire de l'UCP/Antenne pourrait affecter la mise en œuvre des activités du PTBA 2016.
Produits et réalisations	La contrainte climatique demeure un risque majeur pour la réalisation des objectifs. Dans certaines zones, la non maîtrise de l'eau peut compromettre les produits et réalisations du projet. La faible capacité des prestataires de services constitue un risque pour la mise en œuvre efficace des activités du projet.
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) la non adhésion à la stratégie de gestion et de mise en œuvre des microprojets (défaut de maintenance des infrastructures, absence de dotations aux amortissements, etc.), ii) la stagnation des OPA à leur niveau initial de maturité

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Non-exécution des recommandations des missions de supervision, de la cellule ad hoc et de l'audit	•élaborer un tableau de bord de l'ensemble des recommandations (être précis sur les dates butoirs des recommandations) •faire le suivi de leur exécution dans le temps •élaborer et soumettre des rapports de mise en œuvre au MINAGRI et au FIDA	mensuel	pleinement prise/pleinement prise/prise en partie
Gestion administrative et financière	Compléter les outils de gestion en rendant disponibles les versions définitives des: • Manuel des procédures administrative, financière et comptables • Manuel d'exécution • Manuel de financement des microprojets • Manuel de suivi-évaluation	fin juillet 2015	pleinement prise
Long délai du processus de passation des marchés est très long	•rendre opérationnel le module TomMarché •finaliser le recrutement du responsable de la passation des marchés •tenir des rencontres périodiques (DRMP, Préfecture et UCP)	fin juillet 2015/mensuelle	en attente/pleinement prise/prise en partie
Profil de risque	• Mise à disposition des ressources aux antennes pour les rendre autonomes • Suivi régulier de l'exécution des marchés avec les prestataires • Impliquer progressivement les institutions financières dans la gestion des mécanismes de crédits semences et intrants en vue de la bancarisation des OPA	fin octobre 2015/continu/fin octobre 2015	prise en partie/prise en partie/en attente

Observations supplémentaires

Il est recommandé: (1) d'envisager de l'assistance technique provenant de la sous-région pour accompagner l'équipe qui est faible; (2) de mener une revue à mi-parcours anticipée en avril; (3) d'élaborer un plan d'action tenant compte du recrutement du personnel, de l'évaluation du personnel et de la mise en œuvre du plan de passation des marchés (le retard dans le recrutement du personnel additionnel y compris le Coordonnateur pénalise la mise en œuvre des activités sur le terrain)

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1590 [1100001590]	No. du prêt/don DSF	2000000752, 2000000753, 2000000754
Projet	Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	24/12/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	1	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	23/12/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	17/09/2014			Coût total	59.70	
Accord	21/11/2014	Délai d'entrée en vigueur	2.2	FIDA Total	41.88	
Entrée en vigueur	21/11/2014	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	17.44	5.3
Premier décaissement	11/11/2015			Don DSF	17.44	5.3
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2020	Dernier audit		field_asap_grant	6.99	9.2
Achèvement	31/12/2020			Financement national total	7.82	
Clôture	30/06/2021			Beneficiaries	2.49	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.33	4
				Cofinancement total externes	10.00	
				OFID	10.00	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	1	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration durable production agricole	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Valorisation/mise en marché produits agrico	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

La note 4 a été attribuée "par défaut" puisque le projet n'a pas encore effectivement démarré. L'accord de financement a été signé le 21/11/2014. Le 1er décaissement du Don ASAP est intervenu en novembre 2015. Le lancement officiel du projet a eu lieu le 02/10/2015. Une partie du personnel est en place. Le personnel additionnel doit être recruté. Aucune activité n'a encore été menée.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Aucune activité n'a encore été menée. Le projet de PTBA 2016 a été élaboré. Le reste du personnel sera en place en fin février 2016.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les projets d'arrêtés de création de l'agence comptable et de nomination de l'agent comptable du projet sont en cours d'approbation. Cette situation pourrait engendrer la non accessibilité des fonds du projet déjà décaissés et l'impossibilité de mettre en place les régies dans les antennes de Man et de Séguéla.
Avancement de l'exécution du projet	Le prolongement du retard dans le recrutement du personnel complémentaire des antennes pourrait affecter la mise en œuvre des activités du PTBA 2016.
Produits et réalisations	Le projet est au stade d'approbation du premier PTBA
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) la non adhésion des OPA au mécanisme de financement des microprojets, ii) la non implication des autorités locales dans les actions de sensibilisation et iii) l'absence de participation des IF aux actions du projet.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Retard dans le recrutement du personnel	Accélérer le processus de recrutement	fin février 2016	
Application de comptabilité est bi-projet	Acquérir dans les plus brefs délais un logiciel de comptabilité multi projets	fin janvier 2016	
Absence d'agent comptable	Renforcer le suivi rapproché de la lettre auprès des autorités compétentes concernées	fin janvier 2016	
ASAP	• intégrer au démarrage la sensibilisation du personnel du projet sur les prises en compte des aspects liés au changement climatique et	fin mars 2016/continu	

au actions ASAP • effectuer une sensibilisation des populations sur les effets du changement climatique et les mesures d'atténuation envisageables • mettre en place des sites sentinelles géo-référencés	
---	--

Observations supplémentaires

Mener toutes les actions nécessaires aux fins d'éviter que le projet ne soit classé "à risque"

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au 30 avril 2015)

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Objectifs fin de projet	%	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		1. Objectif général					
	Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions des Savanes, Vallée du Bandama et du Zanzan	La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% *				Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
		Insuffisance pondérale				DSRP	
		Garçon	9%	9%		Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV)	
		Fille	7%	7%		Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD	
		Malnutrition chronique				Statistiques nationales et enquêtes de référence	
		Garçon	37%	37%			
		Fille	33%	33%			
		Malnutrition sévère ou aigüe					
		Garçon	20%	20%			
		Fille	16%	16%			
		Au bout de 5 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté					
		% des femmes chefs de ménages les plus pauvres	33%	33%			
		% des femmes chefs de ménages pauvres	19%	19%			
		% des femmes chefs de ménages moyennement pauvres	19%	19%			
		% des femmes chefs de ménages riches	9%	9%			
% des femmes chefs de ménages très riches	7%	7%					
		2. Objectif de développement					
La production agricole a concerné le maïs en 2013 et 2014. Pour 2013, aucun encadrement n'a été apporté aux producteurs en raison des difficultés pour recruter des structures d'encadrement. Concernant 2014, les données sur les rendements ne sont pas encore disponibles vu que les récoltes sont en cours jusqu'à fin décembre 2014.	Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.	- Au bout de 5 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 15 % (par genre et classe d'âge)	ND	≥15%		Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
		- 25 000 exploitations familiales rurales sont directement touchées par le projet au bout de 5 ans	9 344	25 000	37%	Rapport annuel SYGRI 2013 et rapport d'activités fin décembre 2014	
		- % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 5 ans *	ND	ND		Suivi-évaluation du PNIA	
		- Rendements de cultures ciblées augmentés pour au moins 30%				Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Objectifs fin de projet	%	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		Riz irrigué	ND	≥30%		Statistiques nationales	
		Maïs	33%	≥30%			
	3. Résultats						
	Composante 1 : appui à l'amélioration de l'offre de produits						
	Résultat 1 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production						
La production de semence R1 a été réalisée sur l'année 2013 seulement pour couvrir les besoins du projet en 2014	Produit 1 : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)	- Au moins 30% des ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants*	0%	≥30%		Enquête SYGRI	Les paysans s'intéressent aux variétés améliorées ; constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement
		- Au moins 30% des OPA ciblées ont renouvelé au moins un équipement agricole	0%	≥30%		PV de réception des ouvrages	
		- Quantité de semences certifiées produites				Revue à mi-parcours	
		semences R1 de riz irrigué (t)	250	45	556%	Rapports des prestataires	
		semences R1 maïs (t)	0	300	0%		
		- Quantité d'intrants (semences, engrais et équipement) distribuées					
		<i>Semences</i>					
		Riz irrigué de base (kg)	0	3 000			
		Riz irrigué R1 (kg)	23,67	120 000	0%		
		Maïs de base (kg)	10 265	750	1369%		
		Maïs R1 (kg)	96 035	75 000	128%		
		Chou (kg)	0,4				
		Tomate (kg)	5				
		Oignon (kg)	80,5				
		Engrais					
		Urée (kg)	331 700				
		NPK (kg)	597 000				
		Herbicides (l)	5 320,30				
		Insecticides & Fongicides (kg)	5 218,40				
		Petit matériel					
		Sacs de collecte	1 600	171 450			
		Pulvérisateur	1 204				
		Motoculteur	0	120			
		Batteuses-vanneuses	9	100	9%		

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Objectifs fin de projet	%	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		Motopompe	0				
l'enquête SYGRI de 2ème niveau sera réalisée entre janvier et mars 2015 pour renseigner les autres indicateurs.	Produit 2 : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion de conseil agricole et de gestion	- au moins 50% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 3 régions	0%	≥50%		Enquête SYGRI	Prestataires de services de qualité disponibles
		- au moins 50% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus *	0%	≥50%		PV de réception des ouvrages	
		- 30% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) *	0%	≥30%		Revue à mi-parcours	
		- nombre de producteurs formés aux bonnes pratiques agricoles par genre	1709	5 000		Rapports des prestataires	
		dont femmes	622	2 000			
		- nombre de technologies de production diffusées	0	0			
Résultat 2 : des infrastructures et l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production							
en raison des lourdeurs dans la passation des marchés, les premiers chantiers de travaux ont démarré en novembre 2014,	Produit 3 : Des aménagements hydro-agricoles sont réhabilités ou réalisés et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	- Existence de comité de gestion et d'un dispositif d'entretien	21			Enquête SYGRI	Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages...
						PV de réception des ouvrages	
		- Superficie de périmètres rizicoles réhabilités (ha)	607,2	2000		Revue à mi-parcours	
		- Superficie de nouveaux bas-fonds rizicoles en exploitation aménagés (ha)	0	400		Rapports des prestataires	
		- Superficie de périmètres maraîchers sous irrigation localisée réalisés (ha)	0	90			
		- 25% des petits producteurs ont accès à des périmètres d'irrigation aménagés/remis en état dans les zones ciblées	0%	≥25%			
Composante 2 : Valorisation et mise à marché							
Résultat 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production							
	Produit 4 : L'information sur les marchés, les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	- Au moins 25% de petits producteurs et leurs OPA ont été formés aux méthodes et techniques de transformation, conservation et de commercialisation, dans les zones ciblées (par genre et classe d'âge)	0%	≥25%		Enquête SYGRI	Rentabilité économique des filières choisies
						Rapports des prestataires	
						Rapports de suivi-évaluation	
						Rapports des OPs	
						Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative	
						Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
		- 25% de petits producteurs ciblés ont adopté les technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation*	0%	≥25%			
		- 30% des OPA soutenues ont accès aux informations sur les marchés et les prix	0%	≥30%			

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Objectifs fin de projet	%	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		- nombre de technologies transformation, conservation et de commercialisations diffusées	0%	0			
	Produit 5 : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	- 60 km de pistes d'accès sont réalisées *	12	0		Enquête SYGRI	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
		- 27 magasins de stockage, groupage et de hangars de conditionnement sont construits *	0	0		PV de réception des travaux	
		- 12 abris pour unités de transformation sont créés*/fonctionnels	0	0			
		- 25% des producteurs bénéficiaires directs et leurs OPA soutenues ont accès à des installations de transformation, de stockage et/ou de commercialisation dans les zones ciblées	0%	≥25%			
		Résultat 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation					
	Produit 6 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	- 30% des OP de base appuyés adhèrent à une coopérative	0%	≥30%		Enquête SYGRI	Gouvernance et démocratie appliquées
						Rapports de suivi des OPs	
						Base de données des OPs	
						Liste des membres des OPs	
		- 25% des coopératives appuyées sont opérationnelles et économiquement actives	%	≥25%		Diagnostic des OPs en PY1, PY3 et PY5	
		- 20% des OPA soutenues par le Programme offrent des services rentables d'appui à leurs membres	%	≥20%		Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
		- Nombre d'OP appuyées par le projet	494	494		Revue à mi-parcours	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	Tenir des réunions mensuelles entre l'UCP, la DRMP et la Préfecture en vue d'accélérer les procédures de passation des marchés	Continu : la 1ère et la 2ème réunion ont eu lieu les 12/07/15 et 04/11/15. Ces séances ont permis de débloquer les marchés en souffrance à la DRMP et à la préfecture	Coordo	Immédiat et Continu
		Finaliser le plus tôt possible le processus de recrutement du personnel additionnel du projet afin qu'il soit en place avant le lancement du PROPACOM Ouest prévu entre Juillet et Septembre 2015	Non réalisé. Les 10 cadres sur 20 attendus ont été recrutés mais n'ont pas encore pris service. les contrats de travail ont été signés le 07/12/15	DGPPS/ Coordo	Avant fin juillet 2015
		Recruter chaque fois que de besoin des consultants pour aider par exemple dans la préparation des dossiers d'appels d'offres, l'analyse des offres.	Continu. Le RPM a pris service le 1er juin 2015. Cette disposition est en évaluation.	Coordo	Immédiat et Continu
		Elaborer un tableau de bord de cette activité pour la réalisation effective de la production de contre-saison prévue à partir de décembre 2015. Faire le suivi de cette recommandation et en informer régulièrement le MINAGRI et le FIDA (production maraichère au goutte à goutte)	Partiellement réalisé. Des rencontres entre les entrepreneurs et les OPA sont initiées par les antennes pour aider à élaborer ce tableau de bord. La DANO sur le DAO pour l'acquisition des intrants de productions maraichères ont été soumises au FIDA et à la DRMP le 23/06/2015	RIR/ CPA/ Coordo	Immédiat
		Accélérer la mise en place de régie à Man et Séguéla	Non réalisé. Les régies ne sont pas créées. Les courriers en vue de la création des régies et la nomination des régisseurs ont été soumis à la DGPPS le 23/06/15. La demande de nomination de l'agent comptable du PROPACOM Ouest a été faite au MPMEF le 03/12/15	Coordo	Fin Juillet 2015
		Pour le site Nondara (Boundiali) sur lequel plusieurs projets du MINAGRI sont susceptibles d'intervenir, organiser une réunion de concertation entre les projets concernés dans le but de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties	Réalisé. Après vérification par le DEP et une séance de travail avec le PARFACI, le site de Nondara n'est pas ciblé par ce projet. Il sera aménagé par le PROPACOM pour la production maraichère. Il reste cependant à négocier avec l'ensemble des producteurs pour trouver une solution à l'approvisionnement du site en eau à partir du barrage. À cet		

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
			effet, la construction d'un ouvrage est à prévoir par avenant au marché des travaux d'aménagement du site.		
		Pour les micro-projets de construction (bâtiments et infrastructures), exiger les titres de sécurité foncière (par exemple lettre d'attribution, titre foncier, permis d'occuper, bail etc..) lors de la soumission des microprojets.	continu. Cette disposition est intégrée dans les critères d'analyse des requêtes par les membres des CRC. Ces documents ont même été exigés avant le démarrage des travaux de construction de bâtiments de minirizeries, de magasins de stockage.	Antennes	Immédiat et continu
	Produits et effets				
	Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Choisir un opérateur pour l'appui à 6 plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz. Au besoin trouver une solution en l'absence du spécialiste en transformation/ commercialisation	Non réalisé. Les TDR sont en cours d'élaboration avec le concours de TechnoServe	UCP	Septembre 2015
		L'UCP doit se rapprocher du MINAGRI/DGPPS pour une synergie avec les projets d'appui de l'UEMOA à la restructuration des filières Riz et maïs	Non réalisé. cette recommandation n'a pu être exécutée parce que lesdits projets n'étaient pas encore opérationnels	Coordo	Immédiat et continu
		Confirmer la disponibilité des semences en riz et maïs à Yamoussoukro et vérifier leur qualité pour, le cas échéant, en rechercher d'autres ailleurs	disponibilité des semences. Une mission a pu constater la disponibilité des semences. 81 tonnes de riz et 24,4 tonnes de maïs semences de riz. Le LANASEM a procédé (2/06/2015) à l'analyse des semences stockées à l'ONDR. 27,36 tonnes déclarées de bonne qualité ont été livrées aux OPA semences de maïs dégradées en raison des pannes survenues dans la chambre froide. 15 tonnes pour la campagne de 2015 ont été acquises auprès des semenciers	CPA	Immédiat
		Etablir et soumettre au FIDA la situation des sites susceptibles d'être effectivement aménagés/réhabilités afin que les intrants soient distribués avant le début de la campagne de juillet 2015	Réalisé. La situation a été soumise au FIDA le 04 juin. L'ANO a été obtenu. En accord avec les fournisseurs, la livraison des intrants a été étalée sur 2 phases au fur et à mesure des cycles et de l'achèvement des travaux.	Coordo / RIR	Immédiat

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
		Soumettre un chronogramme précis sur tous les aménagements à réaliser et le réviser chaque fois que de besoin	Réalisé. En liaison avec les ingénieurs-conseil et les entreprises de travaux un chronogramme a sanctionné chaque réunion de conciliation avec les entreprises de travaux	RIR	mi juin 2015
		S'assurer que les OPA disposent effectivement d'un compte bancaire en vue de la reconstitution des fonds intrants et d'autres transactions financières.	Réalisé. Pour les microprojets exécutés en 2014 et 2015, l'accent a été mis sur cet aspect. En ce qui concerne les antennes de Bouaké et Korhogo, toutes les OPA disposent d'un compte bancaire. Des efforts restent cependant à faire à Bondoukou où la majorité des OPA n'en ont pas (en raison de la faible représentation des IF).	COPA/	Immédiat et continu
		Elaborer un plan d'appui-conseil suivant le calendrier cultural et en faire un suivi dont les rapports spécifiques seront envoyés régulièrement au MINAGRI et au FIDA	Non réalisé. un chronogramme d'appui-conseil a été élaboré par prestataire	CPA / Coordo	Immédiat et continu
		Accélérer la soumission de la DANO pour l'acquisition par l'UNOPS de 66 motoculteurs et 26 batteuses - vanneuses	Réalisé. La DANO a été transmise au FIDA le 08/07/15	Coordo	Immédiat
		Fixer à 5 jours ouvrables la durée d'attente maximale de la validation des études techniques par le MINAGRI et organiser autant que possible les restitutions et validations en commun en regroupant UCP – MINAGRI – Prestataires et bénéficiaires.	Continu. Les dossiers en attente ont été validés par les services compétents du MINAGRI. Une 1ère restitution et validation des études a été organisée à Bouaké du 08 au 11 juin avec le MINAGRI	DGPPS / Coordo	Immédiat et Continu
		Appliquer des mesures plus coercitives à l'endroit des prestataires allant, en cas de besoin, jusqu'à la résiliation pure et simple des marchés en cas de non-respect des engagements contractuels	Continu. Une 1ère réunion générale a été organisée le 12/06/15 avec l'ensemble des prestataires en présence des membres de la COJO pour leur expliquer les enjeux du PROPACOM à obtenir des résultats à travers leurs prestations. A l'issue des missions différentes d'évaluation, les mesures suivantes ont été prises : 28 relances 10 mises en demeure 4 mises en pénalité 1 projet de mise en régie	Coordo	Immédiat et continu
		Finaliser l'analyse du rapport provisoire portant sur les études techniques des 125 ha des sites rizicoles de Mbé 1, Lokapli, Loka et	Réalisé : La validation du rapport des études sur les 125 ha a eu lieu du 08 au	RIR/ Coordo	8/6/2015

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
		Nianra	11 juin avec le MINAGRI		
	Composante 2 : Valorisation et mise en marché	Elaborer un chronogramme détaillé d'opérationnalisation de la mini-rizerie de Bondoukou et en faire un suivi rapproché avec la production de flash journalier et de rapports hebdomadaires et mensuels.	Continue. un chronogramme a été élaboré. le câblage a été effectué, le bloc moteur a été installé, la connexion au réseau électrique, l'adduction en eau potable et le contrôle de conformité sont réalisés. A l'issue des tests de fonctionnement, des équipements électroniques ou électriques se sont avérés défectueux du fait de la longue période de stockage (depuis juin 2009)	Antenne de Bondoukou / Coordo	Immédiat et continu
		Se rapprocher du Ministère du Commerce afin de s'informer sur la stratégie déployée dans le cadre du projet de commercialisation des produits vivriers en cours de formulation, l'objectif étant d'adopter éventuellement la même stratégie dans le cadre des SIM	Non réalisé. L'UCP programmera un séance de travail avec ledit ministère dès la prise de service du Coordonnateur dont le recrutement est en cours	UCP	Septembre 2015
		Démarrer les activités d'appui aux OPA sur la transformation et la commercialisation	Non réalisé	UCP	Lorsque les CTC seront en poste
		Sur la base des résultats de l'étude menée sur les SIM : recruter un opérateur pour la mise en relation entre OPA et Commerçants dans la zone du Centre, recruter un opérateur pour la partie collecte et diffusion des informations de marchés dans toutes les zones du programme PROPACOM et identifier par consultation ouverte un opérateur capable de faire l'intermédiation dans les zones autres que le Centre.	Partiellement réalisé Les TDR ont été transmis au FIDA pour finalisation en en vue de contractualiser avec le BVP, dans la zone centre Pour les autres zones, en l'absence des CTC aucune action n'a été entreprise	UCP	Septembre 2015
		Fixer aux OPA une date butoir pour la soumission des pièces requises pour la sécurisation foncière	Réalisé Les pièces requises pour la sécurisation foncière ont été fournies par les OPA en aout 2015	UCP	Juillet 2015
		Faire un diagnostic du circuit de commercialisation des produits maraichers et élaborer une stratégie permettant d'écouler les surplus induits par les aménagements et l'amélioration des pratiques culturales	Non Réalisé. en l'absence des CTC aucune action n'a été entreprise	UCP/CTC	Novembre 2015
	Composante 3 : Coordination, gestion et Suivi & Evaluation	Accélérer le processus de recrutement du personnel complémentaire en cours.	Non réalisé. Les 10 cadres sur 20 attendus ont été recrutés mais n'ont pas encore pris service. les contrats de travail ont été signés le 07/12/15	MINAGRI/DGPP S	Juillet 2015
		Accélérer la prise de service effective des chargés de suivi-évaluation sélectionnés	Non réalisé. la prise de service est retardée du fait de la non autorisation du préfinancement des dépenses du	UCP	immédiat

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
			PROPACOM Ouest sur le PROPACOM. ils ont signé leur contrat de service le 03/12/15		
		Planifier des réunions mensuelles de la cellule d'appui technique (Comité ad hoc), et mettre en place un mécanisme de suivi rigoureux des recommandations par l'UCP.	Non réalisé.	MINAGRI/DGPP S	continu
		Accélérer la satisfaction des conditions préalables de décaissement du PROPACOM Ouest et la mise en place effective des antennes de Man et Séguéla	Réalisé. Les conditions de 1er décaissement du PROPACOM Ouest ont été remplies (tous les arrêtés ont été pris et les manuels de base actualisés ont été validés du 11 au 14/08/15 Partiellement réalisé. Les antennes de Man et Séguéla ne sont totalement encore fonctionnelles, il existe un noyau minimum de personnel (COPA et CAFM)	MINAGRI/DGPP S / MPMEF / UCP	Juillet 2015
		Mettre en œuvre les recommandations pertinentes (acceptables et réalisables) de l'étude sur les finances rurales dès la prise de service du spécialiste en finances rurales ou, le cas échéant, avec l'appui d'un consultant.	partiellement réalisé. le Spécialiste en finances rurales a pris service début décembre 2015. Il travaille sur les TDR d'élaboration du mécanisme de partage des risques (MPR) et du manuel de procédures du MPR. Ces TDR intégreront les recommandations de ladite étude	Coordo/ SFR	Septembre 2015
		Achever la saisie des données, diffuser le site web du projet et rendre opérationnel le système informatisée de suivi-évaluation.	Réalisé .le site web a été diffusé (www.propacom-ci.org) l'application informatique est opérationnelle la saisie des données de base (2012-2014) est achevée sauf pour les modules marchés en attente de l'acquisition, du paramétrage de la version multiprojets et multisites du logiciel Tom2Pro une mise à jour du site et de l'application est effectuée chaque lundi	RSE/CSE	30 juin 2015
		organiser des sessions de formation sur l'utilisation du système de suivi-évaluation au bénéfice de l'UCP	partiellement réalisé. le personnel existant a été formé. les discussions sont en cours avec le consultant pour programmer la formation une fois le personnel complémentaire recruté et pour prendre	RSE/CSE	Septembre 2015

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
			en compte la nouvelle architecture de l'UCP et des antennes		
		Achever les opérations de mise à jour du manuel de suivi-évaluation	Réalisé manuel de suivi-évaluation validé les 12 et 13/08/15	RSE/CSE	Juin 2015
		Elaborer des rapports trimestriels et semestriels sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA, faisant ressortir les résultats du projet en rapport avec les indicateurs de performance du cadre logique.	Continu les résultats du projet en rapport avec les indicateurs de performance du cadre logique ont été compilés dans les rapports du 1er semestre et du 3ème trimestre sous les formats de l'appendice 2	RSE/CSE	continu
		Organiser des réunions mensuelles avec les membres de l'UCP sanctionnées par des comptes rendus copiés à la DGPPS	Continu. 2 réunions de l'UCP ont été organisées les 13 et 27/11/15 respectivement à Korhogo et Bouaké	Coordo	Immédiat/ continu
		Conduire deux missions de terrain par an, en incluant des représentants du ministère des finances et aussi d'autres ministères concernés – environnement et forêts) et favoriser un suivi de proximité par les Directions Régionales de agriculture.	Partiellement réalisé. Une mission conjointe a eu lieu du 07 au 12/06/15 dans l'antenne de Bondoukou	DGPPS	Immédiat
	l'Etat d'avancement de l'exécution du PROPACOM	Faire appel de manière ponctuelle à des appuis extérieurs pour l'exécution de certaines activités déterminantes (élaboration des TDR, remise de sites et suivi des travaux d'aménagements, etc.).	Partiellement réalisé. des contrats de courte durée ont été signés avec 3 candidats pressentis pour les postes à pourvoir dans le cadre du PROPACOM Ouest pour apporter un appui aux antennes de Bondoukou et Korhogo	Coordonnateur	Continu
		Mettre en place un mécanisme de suivi interne du plan de passation des marchés, et instituer des réunions de concertation mensuelles avec la Direction Régionale des Marchés Publics et la Préfecture.	Continu. un mécanisme de suivi du PPM a été mis en place. il permet un suivi plus rapproché qui est effectué avec des relances, de visites sur sites (DRMP et Préfectures), des courriers	RPPM/ coordonnateur	Continu
	Aspects fiduciaires				
		Personnel Réviser l'organigramme du PROPACOM au cours du deuxième semestre 2015 et mettre à jour le manuel des procédures. Faire des projections de la catégorie « Salaires et indemnité » jusqu'en Juillet ou décembre 2015 pour avoir une idée plus précise sur le dépassement éventuel ; Fournir à la DGPPS la liste des éléments contenus dans la rubrique « salaires et indemnités »	Réalisé. l'organigramme du PROPACOM a été révisé dans le manuel des procédures admin. validé au cours d'un atelier le 11/08/15 Réalisé les projections ont été faites de la catégorie « Salaires et indemnité » jusqu'en Juillet ou décembre 2015. les dépassements ne sont pas inquiétants.	Coordonnateur/R AF	30/09/2015

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
		Logiciel de Gestion Tom2pro. Reprendre le paramétrage des tableaux 5A, 5B et 5C dans le logiciel de gestion Tom2pro en vue de permettre d'éditer directement en USD et/ou DTS	Non réalisé. les négociations sont en cours avec le représentant de l'éditeur pour l'acquisition et le paramétrage de la version multiprojets et multisites du logiciel Tom2Pro. Cette évolution prendra en compte le PROPACOM Ouest et les tableaux 5A, 5B et 5C	RAF/Comptable/ AAC	31/07/2015
		Fonds de la contrepartie. Respecter les engagements du Gouvernement en matière de fonds de contrepartie et la contribution des bénéficiaires dans la réalisation des activités et des objectifs du Projet	Réalisé. La contrepartie est payée sous forme d'exonération comptabilisée. Un formulaire élaboré par le RAF permettra de capter la contribution des bénéficiaires de façon formelle		Continu
		Immobilisations. Continuer à faire viser par chaque utilisateur la liste des biens qui lui sont affectés, et afficher sur le mur et /ou la porte les biens contenus dans son bureau.	Réalisé. la liste des biens utilisés par chaque agent est visée et affichée sur le mur et /ou la porte dans son bureau.	RAF/Comptable/ AAC	30/06/2015
		Valoriser toutes les immobilisations du PRAREP avant leur transfert au PROPACOM qui les inclura dans ses ressources, comme participation du gouvernement.	Non réalisé. Sera effectué au cours l'inventaire de 2015	RAF/Comptable	30/06/2015
		Préparation de Demandes de Retrait de Fonds (DRF) Produire au moins une (1) Demande de Réapprovisionnement du Compte Désigné par mois, pour éviter la tension de trésorerie.	Continu. Un DRF a été produite en septembre 2015, le rythme d'engagement des dépenses n'a pas permis d'élaborer des DRF chaque mois	RAF/Comptable	Continu
		PTBA 2015. Séparer le PTBA du PROPACOM Ouest de celui du PROPACOM. Nécessité d'une planification pluriannuelle du PROPACOM Ouest et d'un renforcement du suivi budgétaire non opérationnel.	Réalisé. Les couts des activités ont été séparés dans 2 PTBA révisés 2015 distincts	UCP	Immédiat
		Suivi des principaux prestataires du projet. Se conformer aux clauses contractuelles avant paiement des soldes de toutes les conventions	Continu. Pas de convention en cours d'exécution. Mesure en vigueur pour les contrats avec la validation des livrables conformes (fournitures, biens et services, rapports, etc.)	Coordonnateur/R AF/RSE	Continu
		Passation de marchés. Mettre régulièrement à jour le plan de passation de marchés et donner également les raisons du retard de l'exécution d'une activité programmée. Documenter de manière détaillée les retards sur la passation des marchés et identifier les causes de ces retards puis proposer des solutions.	Continu. Le PPM est régulièrement mis à jour et les retards sont documentés par le RPM. Un rapport sur l'exécution du PPM a été présenté à la 6ème session du COP pour information et mesures à prendre	RAF/RPM/RSE	Continu

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
		Audit Faire le suivi de la recommandation de l'auditeur en matière de gestion de carburant et de gestion des contrats	Réalisé. La gestion de carburant a été améliorée avec la personnalisation des cartes de carburants par véhicules et la mise à jour régulière des carnets de bord. Les contrats de maintenance ont été régulièrement signés avec des prestataires (garages, sanitaire, électricité, etc.)	Coordonnateur /R AF	30/06/2015
	Durabilité	Classer les OPA bénéficiaire selon leur degré de maturité et cibler des actions d'appui-accompagnement qui tiennent compte de leur niveau de maturité et de l'objet des microprojets.	Réalisé la quasi-totalité (92%) des 114 OPA bénéficiaires de microprojets issus des CRC 2013 est de niveau 1. Les modules de formation ont été bâtis sur cette base	COPA	Continu
		Mettre en place au sein de toutes les OPA des comités techniques de gestion spécialisés (production, commercialisation, entretiens des aménagements, gestion des équipements).	Continu. Cette mesure est en cours d'exécution, à travers l'activité de structuration et de la gestion des OPA.	COPA	Continu
		Favoriser l'émergence d'animateur/formateur endogènes pour faciliter l'appropriation des services d'accompagnement par les OPA.	Continu Mesure déjà exécuté avec l'activité d'alphabétisation fonctionnelle, elle sera renforcée dans l'appui à la structuration des OPA	COPA	Continu
		Mettre en place des mécanismes pérennes de financement, de recouvrement et d'entretien des appuis (fonds intrants, équipements, aménagements, pistes d'accès et infrastructures de stockage).	Continu. La mise en place des mécanismes pérennes est en cours avec l'activité de structuration et de la gestion des OPA. Conformément aux accords de financement signés avec les OPA, celles-ci ont l'obligation de reconstituer les fonds intrants et d'approvisionner les dotations aux amortissements et les fonds d'entretien. Ces mécanismes seront finalisés avec l'établissement de partenariats entre le PROPACOM et les institutions financières partenaires.	Coordo / COPA/ RFR /RIR/ CPA	Continu
	Autres aspects				
	Partenariats et Passation des marchés	Faire un suivi plus rapproché des dossiers relatifs à la passation des marchés soumis à la DRMP et au Préfet	Continu. Un suivi plus rapproché est effectué avec des relances, des visites sur sites (DRMP et Préfectures), des courriers	Coordo/ RPM	Continu

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
	Prise en compte du Genre	Susciter des demandes et prioriser le financement d'activités qui attirent le plus les femmes et les jeunes notamment la production maraichère, la petite transformation et la commercialisation des produits vivriers	Continu. Mesure mise en œuvre au cours des séances de sensibilisation de proximité, avec l'appui des partenaires.	COPA	continu
		Poursuivre la sensibilisation de proximité initiée auprès des groupements, des coopératives de producteurs sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans les organes de direction	Continu Une dizaine de séance de sensibilisation de proximité a déjà été menée depuis le mois d'avril à cet effet.	COPA	continu
		Développer et mettre en œuvre une stratégie genre pour la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes	Non réalisé. TDR élaborés non encore validés	COPA	Novembre 2015

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris indicateurs SYGRI)

Période: 01/01/2015 au 30/11/2015

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2015 REVISE Indicateurs	Unité	Cibles révisées PTBA 2015	Progrès effectif 2015	% PTBA 2015 (valeur relative) pondéré)
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles						22%
Volet : Accès aux facteurs de production						
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de 585,9 ha de riz irrigué						
Appui aux OPA pour la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de riz irrigué	Organiser la distribution des semences R1 aux OPA	Quantité de semences R1 de riz livrée aux OPA	tonne	29.5	23.7	
	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des fertilisants et produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de NPK	tonne	133.2	56.9	
		Quantité d'Urée	tonne	88.8	37.94	
		Quantité d'herbicide	litre	444.0	186.0	
		Quantité de biostimulant	litre	200.0	45.0	
		Nbre de pulvérisateurs	u	177.0	76.0	
		Distribuer aux bénéficiaires les fertilisants et produits phytosanitaires, autres	Quantité de NPK	tonne	29.5	1.6
	Quantité d'Urée		tonne	59.0	1.4	
	Quantité d'herbicide		litre	295.0	186.0	
	Quantité de biostimulant		litre	295.0	45.0	
	Nbre de pulvérisateurs		u	177	86	
	Production de semences R1 de maïs					
Production de semences R1 de maïs	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des semences de base, des fertilisants et produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	3.065	3.0	
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de 570 ha de maïs						
Appui aux OPA pour la production de masse de maïs	Organiser la distribution des semences R1 aux OPA	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	15.0	15.0	
	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des fertilisants, produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de NPK	tonne	103.5	85.5	
		Quantité d'Urée	tonne	69.0	57.0	
		Quantité d'herbicide	litre	350.0	300.0	
		Quantité d'herbicide	kg	680.0	540.0	
		Nbre de pulvérisateurs	u	115	115	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences R1 distribuée aux producteurs	tonne	15.0	15.0	
		Quantité de NPK	tonne	103.5	85.5	
		Quantité d'Urée	tonne	69.0	57.0	
		Quantité d'herbicide	litre	350.0	300.0	
		Quantité d'herbicide	kg	680.0	540.0	
		Nbre de pulvérisateurs	u	115	115	
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production maraîchère de 38,5 ha						
Appui aux OPA pour la production de cultures maraîchères	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des semences dans les magasins des OPA	Quantité de semences de cultures maraichères livrées	kg	129.5	40.5	
	Financer l'acquisition et pré-positionner les fertilisants et produits phytosanitaires dans les Chefs-lieux de Département	Quantité de fertilisants livrés (NPK+Urée+sulfate, etc.)	tonne	61.4	-	
		Quantité de fongicides	tonne	1.208	0.230	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2015 REVISE Indicateurs	Unité	Cibles révisées PTBA 2015	Progrès effectif 2015	% PTBA 2015 (valeur relative) pondéré)
		Quantité d'insecticide 1	litre	34.5	115.0	
		Quantité d'insecticide 2	kg	207.0	575.0	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences distribuée	kg	129.5		
		Quantité de fongicide distribuée	tonne	61.4		
		Quantité de fertilisants distribuée	tonne	1.2		
		Quantité d'insecticide 1 distribuée	litre	34.5		
		Quantité d'insecticide 2 distribuée	tonne	207.0		
Volet : Mécanisation de l'Agriculture						
Appui aux OPA et CGA pour l'acquisition de matériels de mécanisation	Financer l'acquisition de matériel de mécanisation	Nbre de motoculteur	u	66	9	
		Nbre de batteuse-vanneuse	u	26	-	
		Nbre de motopompe	u	1	-	
Volet : Appui-Conseil						
Appui-conseil aux OPA pour la production agricole	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de riz irrigué	Superficie de riz irrigué emblavée	ha	585.9	284.5	
		Nbre de producteurs encadrés	u	1,257	323	
		Nbre de producteurs formés	u	251	65	
	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de maïs	Superficie de Maïs	ha	570.0	445.87	
		Nbre de producteurs encadrés	u	570	967	
		Nbre de producteurs formés	u	114	193	
	Fournir l'appui-conseil pour la production maraîchère	Superficie de Maraîchers	ha	19.6	5.6	
		Nbre de producteurs encadrés	u	76		
		Nbre de producteurs formés	u	76	-	
	Organiser l'atelier d'harmonisation des méthodologies et outils (appui-conseil & appui à la structuration des OPA)	Nbre d'atelier	u	1	1	
Appui à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil	Contribuer à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil à travers la convention PROPACOM/ADDR	Nbre d'ex-combattants	u	570	538	
		Nbre de projets communautaires	u	44	11	
Volet : Aménagements hydro-agricoles						
Réhabilitation du barrage de Kpato	Organiser la réception provisoire du barrage de Kpato	Barrage réhabilité	u	1	1	
	Evaluer les travaux de réhabilitation et réaliser les études techniques des travaux confortatifs	Nbre de rapport d'évaluation	u	1	1	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2015 REVISE Indicateurs	Unité	Cibles révisées PTBA 2015	Progrès effectif 2015	% PTBA 2015 (valeur relative) pondéré)
		Nbre de rapports d'étude	u	3	3	
	Réaliser l'étude technique des aménagements en aval et l'étude d'impact environnemental et social	Nbre de rapports d'étude	u	3	2	
Réhabilitation / aménagement de périmètres rizicoles	Réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (issus des CRC 2013 / Etudes achevées)	Superficie aménagée	ha	136.0	-	
		Superficie réhabilitée	ha	712.0	607.2	
		Longueur de piste	Km	15.5	12.0	
	Contrôler les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (issus des CRC 2013 / Etudes achevées)	Nbre de rapport de chantier	U	8	6	
	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (1 080 ha issus des CRC 2013)					
	Antenne de Bouaké (125 ha)	Nbre de rapport	u	3	3	
	Antenne de Bondoukou (515 ha)	Nbre de rapport	u	3	3	
	Antenne de Korhogo (440 ha)	Nbre de rapport	u	3	3	
	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles 708 ha sites issus des CRC de 2014)					
	Antenne de Bouaké (293 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	
	Antenne de Bondoukou (250 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	
	Antenne de Korhogo (165 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	
	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètre rizicole 75 ha du solde de l'Antenne de Bondoukou sites issus des CRC de 2014	Nbre de rapport	u	3	0	
Appui à la valorisation de sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte	Réaliser les travaux d'aménagement des sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte (3 sites PPMS)	Superficie aménagée	ha	15.6		
		Longueur de piste d'accès ou reprofilée	Km	8.3		
	Antenne de Bouaké (4,5 ha)	Superficie aménagée	ha	4.5	-	
		Longueur de piste d'accès ou reprofilée	km	4.0	-	
	Antenne de Korhogo (11,1 ha)	Superficie aménagée	ha	11.1	-	
		Longueur de piste d'accès ou reprofilée	km	4.3	-	
	Contrôler les travaux d'aménagement des sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte (3 sites PPMS en 2013)	Nbre de rapport de chantier	U	5	3	
Réhabilitation / aménagement de périmètres maraichers	Réaliser les études techniques d'aménagement des sites maraichers au système goutte à goutte sur 19 ha (issus des CRC 2013)	Nbre de rapport d'étude	u	3	3	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2015 REVISE Indicateurs	Unité	Cibles révisées PTBA 2015	Progrès effectif 2015	% PTBA 2015 (valeur relative) pondéré)
	Réaliser les études techniques d'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte sur 55 ha (sites issus des CRC de 2014)					
	Antenne de Bondoukou (20 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	
	Antenne de Bouaké (16 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	
	Antenne de Korhogo (19 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	
	Réaliser les travaux d'achèvement de 7 sites maraichers du PPMS	Superficie aménagée	ha	19.3	1.5	
		Nombre de sites	U	7	1	
	Contrôler les travaux d'achèvement de 7 sites maraichers du PPMS	Nbre de rapport de chantier	U	7	4	
	Actualiser les études techniques relatives aux travaux d'achèvement des 17 sites maraichers résiduels du PPMS sur 38,6 ha	Nbre de rapport d'étude	u	3	2	
Valorisation et mise en marché						18%
Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation						
Appui aux OP de transformation et de commercialisation de produits vivriers	Apporter un appui à l'acquisition et à l'installation des équipements de transformation/ commercialisation	Nbre de Décortiqueuses	u	1	-	
		Nbre de Moulin	u	2	-	
		Nbre d'Egreneuses	u	24	-	
		Nbre d'Humidimètre	u	36	-	
		Nbre de Sonde de prélèvement	u	57	-	
		Nbre de Cageot en plastique	u	465	-	
		Nbre de Bascule	u	57	-	
		Nbre de Palette	u	1,232	-	
		Nbre de sac vide de collecte	u	52,750	-	
	Organiser la participation des OPA aux foires et salons agricoles	Nombre de foires	u	3	1	
	Réaliser les travaux d'installation de la mini-rizerie de Bondoukou	Lot d'équipements complémentaires	u	1	1	
		Lot de matériels d'installation	u	1	1	
		Nombre d'essais effectués	u	2	1	
		Nombre de compteur posé (électricité + eau)	u	2	2	
	Réaliser l'étude filière riz autour des mini-rizeries de Béoumi, Bondoukou et de Bouaké	Nbre de rapport d'études	u	3		
Volet : Système d'informations sur les marchés						
Plateformes	recruter des prestataires pour mettre en place des plateformes départementales/régionales	Nbre de plateformes	u			
	Appuyer les OPA à la commercialisation des productions vivrières de 2015 dans le Hambol et Gbéké		u			

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2015 REVISE Indicateurs	Unité	Cibles révisées PTBA 2015	Progrès effectif 2015	% PTBA 2015 (valeur relative) pondéré)
Volet : Infrastructures marchandes						
Construction / Réhabilitation d'infrastructures marchandes	Réaliser les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et de centres de groupage de produits maraichers (CRC 2013)	Nombre de bâtiment de mini-rizerie	u	2	-	
		Nombre de magasin de stockage	u	5	-	
		Nombre de centre de groupage	u	1	-	
	Contrôler les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et de centres de groupage de produits maraichers (CRC 2013)	Rapport de chantier	U	6	2	
Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs						
Renforcement des capacités des OPA	Assurer l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA (Régions Gbêkê et Hambol)	Nombre de bénéficiaires formés	U	300	485	
	Suivre les activités alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	Nombre de rapports	U	3	2	
	Organiser l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnés en 2013	Nombre de dirigeants formés	U	342	69	
		Nombre d'OPA légalement constituées	U	23	11	
		Nombre de comités spécialisés mis en place	U	228	144	
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs						12%
Volet : Coordination et Gestion						
Recrutement du personnel complémentaire	Appui au MINAGRI pour le recrutement du personnel complémentaire	Nbre de cadres recruté	U	20	10	
Manuels de base du PROPACOM	Actualiser les manuels de base du PROPACOM (procédures-admin, exécution, financement microprojets et S&E)	Nbre de manuel	U	4	4	
	Organiser les ateliers de restitution des manuels provisoires du PROPACOM (procédures-admin, exécution, financement microprojets et S&E)	Nbre d'ateliers	U	4	3	
Orientation et Pilotage du projet	Organiser les sessions du Comité d'Orientat	Nombre de session du COP	u	2	1	
	Organiser les sessions des CRC	Nombre de session des CRC	u	6	3	
	Organiser les réunions mensuelles du comité ad hoc de suivi technique	Nbre de réunion	u	2	1	
	Organiser les ateliers du comité ad hoc de suivi technique	Nombre d'atelier du comité ad hoc de suivi technique	u	2	-	
Fonctionnement de l'UCP et gouvernance	Réaliser l'audit de l'exercice 2014	Nombre de rapport disponible	u	1	1	
Fonctionnement de l'UCP	Assurer le paiement des salaires du personnel	Nbre de mois	u	12	11	
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaire	Nbre de mois	u	12	11	
	Assurer le paiement des charges sociales	Nbre de mois	u	12	11	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2015 REVISE Indicateurs	Unité	Cibles révisées PTBA 2015	Progrès effectif 2015	% PTBA 2015 (valeur relative) pondéré)
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel	Nbre de mois	u	12	11	
	Assurer le paiement des frais de carburant	Nbre de mois	u	12	11	
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (fournitures et consommables, logiciel, entretien, abonnement, assurance auto, etc.)	Nbre de mois	u	12	11	
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur	Nbre de mois	u	12	11	
	Assurer le paiement des frais de missions hors RCI	Nbre de mission	u	12	11	
Appui institutionnel	Fournir et installer un groupe électrogène à la DRMP de Bouaké	Nbre de groupe	u	1	-	
Volet : Suivi-Evaluation						
Programmation/ Planification	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2015	Nombre d'atelier	u	1	1	
	Organiser l'atelier de consolidation du PTBA 2016	Nombre d'atelier	u	1	1	
	Organiser les réunions périodiques de l'UCP	Nombre de réunion	u	3	2	
	Organiser les missions de S&E externe du PROPACOM	Nombre de missions	u	2	-	
	Organiser les missions de supervision du PROPACOM	Nombre de missions	u	2	2	
Volet : Gestion des savoirs						
TOTAL GENERAL						52.15%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Table 5A: PROPACOM/Performance financière par bailleur (USD 000) au 30/11/2015

Financier	Approuvé	Déboursement	Pourcentage décaissé
Don FIDA	22 213,9	9 102,5	40,98
Gouvernement	5 410,0	846,2	15,64
Bénéficiaires	1 056,5	0,0	0,00
Total	28 680,4	9 948,7	34,69

Don FIDA : 9 102 520,75 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) au 30/11/2015

Gouvernement : 421 448 586 FCFA soit 846 159,26 USD au taux historique de 1 USD = 498,0724139557 FCFA au 16/03/12

Bénéficiaires : 0 FCFA

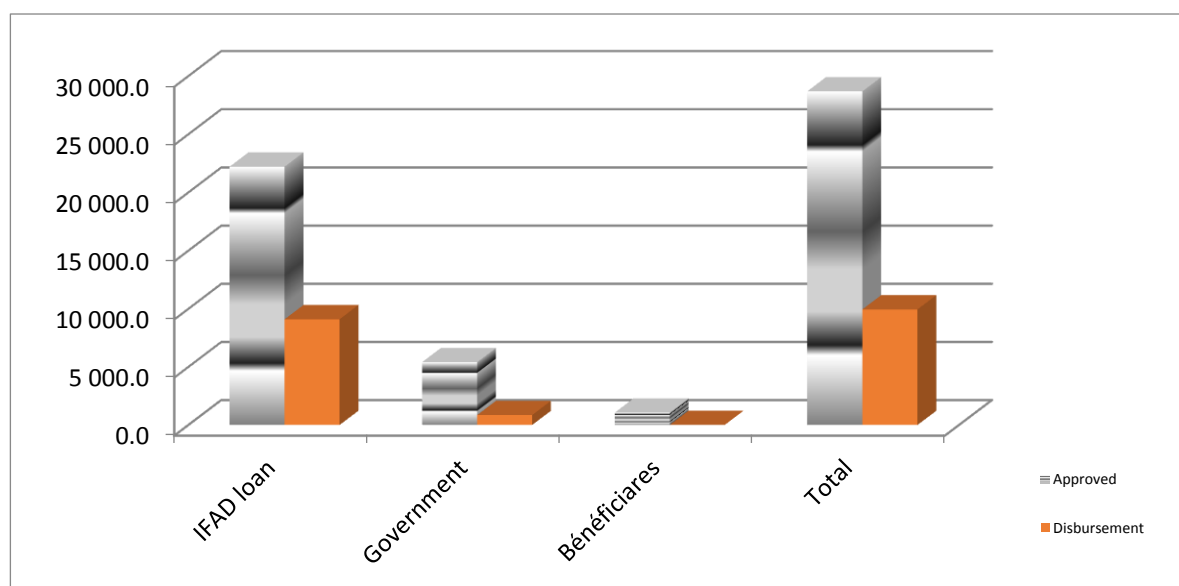


Table 5B: PROPACOM Performance financière par bailleur et par composante (USD '000) au 30/11/2015

Composantes	Accord FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	11 685,5	6 183,0	52,91	3 217,6	326,0	10,13	1 046,5	0,0	0,00	12 732,0	6 509,0	51,12
1.1. Accès au facteur de production	3 744,8	5 124,7	136,8	1 451	79,8	5,50	523,3	0,0	0,00	4 268,0	5 204,5	121,94
1.2. Aménagement hydro agricole	7 940,7	1 058,4	13,3	1 766	246,2	13,94	523,3	0,0	0,00	8 464,0	1 304,6	15,41
2. Valorisation et mise en marché	6 223,8	598,5	0,00	1 637,3	76,3	4,66	10,0	0,0	0,00	6 233,8	674,8	10,82
2.1. Valorisation des produits vivriers	1 510,5	163,4	10,82	355	27,5	7,75	0,0	0,0	0,00	1 510,5	190,9	12,64
2.2. Infrastructures marchandes et publiques	2 874,0	200,3	6,97	873	0,0	0,00	10	0,0	0,00	2 884,0	200,3	6,95
2.3. Professionnalisation des organisations de producteurs	1 839,3	234,7	12,76	409	48,8	11,93	0,0	0,0	0,00	1 839,3	283,5	15,42
3. Coordination, Suivi/Evaluation et gestion des Savoirs	4 304,6	2 321,0	53,92	555,1	443,9	79,96	0	0,0	0,00	4 304,6	2 764,9	64,23
3.1. Unité de Coordination du Programme	4 304,6	2 321,0	53,92	555	443,9	79,96	0,0	0,0	0,00	4 304,6	2 764,9	64,23
Total	22 213,9	9 102,5	40,98	5 410,0	846,2	15,64	1 056,5	0,0	0,00	28 680,4	9 948,7	34,69

Don FIDA : 9 102 520,75 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) au 30/11/2015 / Gouvernement : 421 448 586 FCFA soit 846 159,26 USD au taux de 1 USD = 498,0724139557 FCFA au 16/03/12 / Bénéficiaires : 0 FCFA

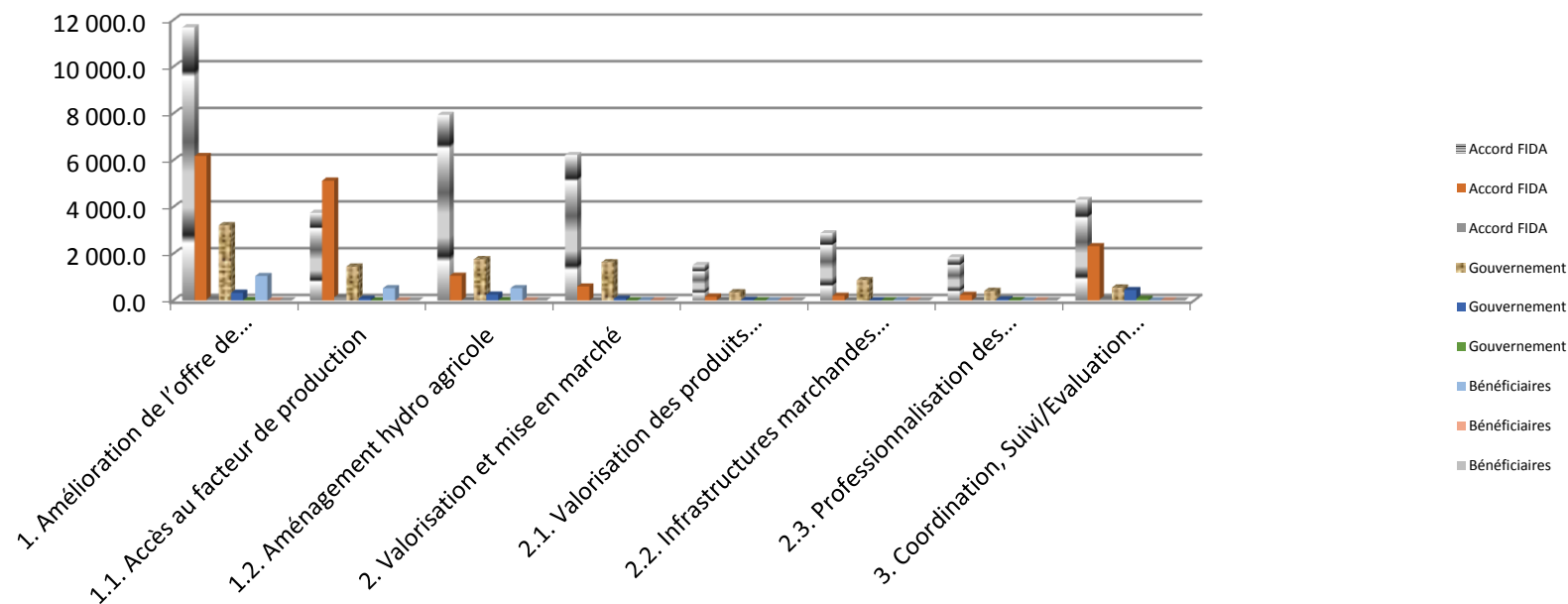
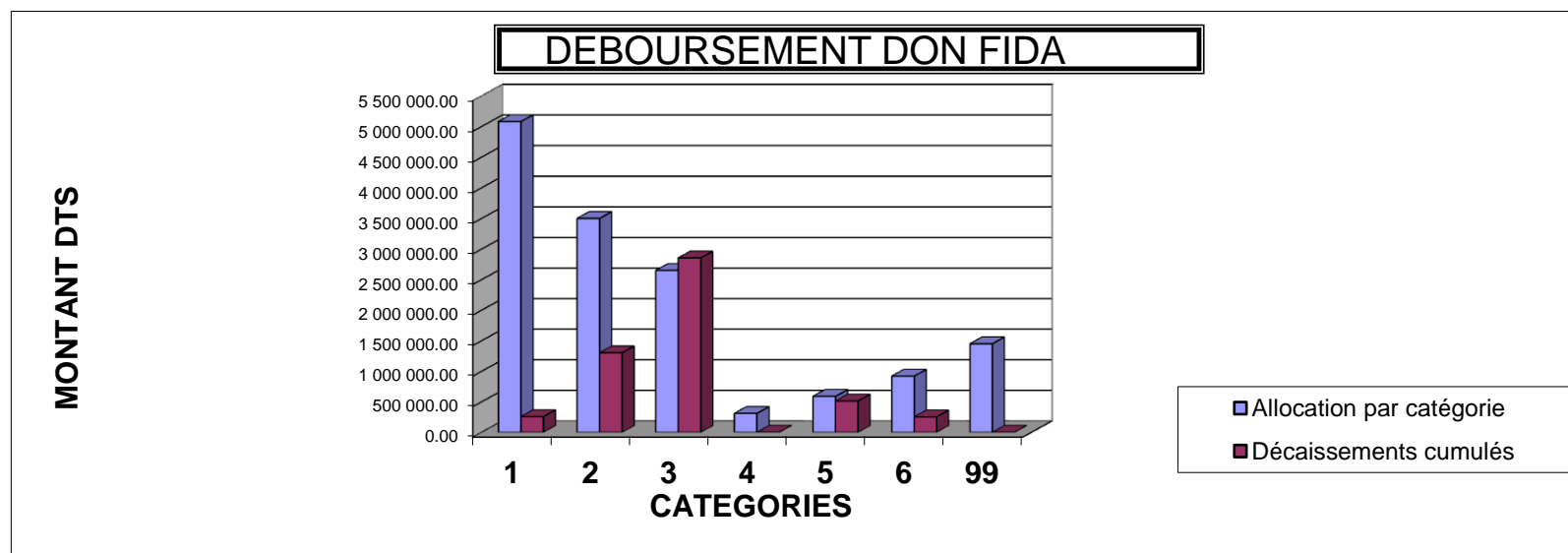


Table 5C: PROPACOM/décaissements don FIDA : DTS au 30/11/2015

N°	Catégories	Allocation originale	Décaissement DRF n°1 à 15	Balance	%	DRF en instance (FIDA: DPD 16 - DDP: DRF 17)	Total	%	Solde
1	Génie Civil et Rural	5 080 000	257 650,96	4 822 349,04	5,07	147 336,43	404 987,39	7,97	4 675 012,61
2	Equipement, moyens de transport, matériel et intrants	3 500 000	1 302 537,77	2 197 462,23	37,22	97 826,28	1 400 364,05	40,01	2 099 635,95
3	Etudes, formation, information, assistance technique	2 650 000	2 854 022,33	-204 022,33	107,70	124 746,40	2 978 768,73	112,41	-328 768,73
4	Fonds de roulement pour l'achat de paddy	310 000	0,00	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
5	Salaires et indemnités	590 000	512 965,85	77 034,15	86,94	85 529,62	598 495,47	101,44	-8 495,47
6	Coût de fonctionnement	920 000	253 049,16	666 950,84	27,51	30 398,78	283 447,94	30,81	636 552,06
99	Non alloué	1 450 000	0,00	1 450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450 000,00
	Dépôt initial		1 004 928,63	-1 004 928,63	0,00	0,00	1 004 928,63	0,00	-1 004 928,63
	Total/Don	14 500 000	6 185 154,70	8 314 845,30	42,66	485 837,51	6 670 992,21	46,01	7 829 007,79

Au taux de 1 DTS = 851,8714657658 FCFA au 30/11/2015 source <http://www.xe.com/fr/currencytables/>



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 15/05/2015

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section 7.08, des conditions générales a) « assurance »	« L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'Agent principal du Projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du Projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales »		Réalisé mais à renouveler de manière régulière	Un contrat multirisque professionnel pour les locaux a été signé en 2015 avec la Compagnie ASCOMA-GESTION AMSA

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Les principales initiatives en termes d'apprentissage sont essentiellement les cours d'alphabétisation fonctionnelle destinés à former les adultes ainsi que la fabrication de compostières pour la production d'engrais organiques moins chers que les engrais chimiques. Ces deux activités ont été initiées par le PRAREP mais devront se poursuivre dans le cadre du PROPACOM, surtout maintenant que les résultats des analyses sont disponibles. Des efforts sont à faire pour la vulgarisation du procédé de compostage.

L'introduction de paquets technologiques modernes de production est également une opportunité d'apprentissage pour les bénéficiaires sans compter toutes les activités relatives à l'accompagnement des OPA pour leur professionnalisation.

Pour ce qui concerne le personnel du projet, le fait d'avoir décidé d'appuyer directement les OPA dans la confection de leurs documents de micro-projets au lieu recruter directement des consultants pour aider les OPA constitue une opportunité d'apprentissage pour le personnel de l'UCP. Au besoin leurs capacités en ce domaine seront renforcées. Ainsi on ne fera appel à des consultants pour la confection des dossiers des micro-projets que si des études de faisabilité technique et économique s'avèrent nécessaires.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

L'innovation la plus importante du projet, tel qu'indiqué dans le rapport de supervision précédent, demeure pour le moment l'élaboration d'une stratégie de communication ciblée pour une meilleure implication des femmes et des jeunes. Il est prévu d'élaborer cette stratégie avant Mai 2016 et la prochaine revue à mi-parcours devra en étudier les progrès.
